



Numéro 4 - novembre 2016

En septembre 2016, des prix globalement en baisse sur un an

■ Synthèses Grandes cultures

En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés

O. Satger

■ Synthèses Légumes d'été

Après un début de campagne difficile, des conditions estivales favorables dans l'ensemble à la production et à la commercialisation des légumes d'été

F. Kane

■ Synthèses Aviculture

En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé

C. Pendariès

■ Synthèses IAA

Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an

M. Kuhn-Le Braz



Éditorial

En septembre 2016, des prix globalement en baisse sur un an

Après un mois de septembre marqué par des températures largement supérieures aux normales de saison et des précipitations déficitaires dans toutes les régions, octobre a été plutôt frais mais toujours sec (*Infos rapides Climatologie, novembre 2016*). La douceur des températures a prolongé la consommation des derniers légumes d'été et freiné celle des premiers légumes et fruits d'hiver. De leur côté, si les quelques pluies d'automne ont profité aux vignobles non encore vendangés, elles ont été insuffisantes pour permettre un redémarrage de la pousse d'herbe. Au 20 octobre, la production cumulée des prairies permanentes est estimée à 87 % de la production de référence. La production est déficitaire dans près de 60 % des régions fourragères et n'est excédentaire que pour 10 % d'entre elles (*Infos rapides Prairies, octobre 2016*).

Après l'excès d'eau et le manque d'ensoleillement en mai-juin qui ont pénalisé les cultures d'hiver et de printemps, la sécheresse, en juillet puis en août, a entravé la croissance des cultures d'été. Selon les estimations au 1^{er} novembre, la récolte de céréales reculerait de 24 % par rapport à 2015 et de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015. La production serait la plus faible depuis 2003. Les rendements en blé tendre, estimés à 54 quintaux à l'hectare, seraient inférieurs de 24 % aux niveaux moyens 2011-2015. La récolte de maïs-grain (y c. semences) fléchirait de 9 % sur un an et de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Les récoltes d'oléagineux diminueraient de 9 à 10 % sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, novembre 2016*).

Contrairement à la France, la récolte mondiale de céréales devrait être abondante lors de la campagne 2016-2017. Elle atteindrait un nouveau record et les stocks continueraient de grossir. Malgré une remontée à partir de mars 2016 par rapport aux mois précédents, les prix mondiaux des céréales demeurent bas après avoir été globalement peu dynamiques sur la campagne 2014-2015. Après avoir nettement reculé fin 2015-début 2016, les cours des oléagineux se sont redressés à compter du deuxième trimestre 2016 par rapport aux mois précédents. Ils ont bénéficié de la remontée du pétrole et d'une demande mondiale soutenue (*En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés, Grandes cultures, n° 2016/294, octobre 2016*). En septembre 2016, dans un contexte d'excellentes récoltes mondiales à l'exception de la France, les cours des céréales

sont en léger repli en France sur un an, malgré la hausse des cours du blé tendre et la stabilité des cours du maïs. Les cours des oléagineux sont quant à eux en progression sur un an grâce au colza dont les prix évoluent dans le sillage des cours du pétrole, des huiles et du soja.

En septembre, les prix des premiers légumes d'hiver comme des derniers légumes d'été fléchissent sur un an tout en demeurant quasiment stables par rapport à la moyenne 2011-2015. Les légumes d'hiver sont pénalisés par une production (endive, carotte) en hausse sur un an et qui trouve difficilement preneur sur les marchés du fait de températures encore élevées en septembre (*Infos rapides Fruits-Légumes, octobre 2016*). Les légumes d'été (concombre, courgette, melon, fraise et salades) ont dans l'ensemble réussi à rattraper le retard de production généré par les aléas climatiques du printemps. Seules les récoltes de fraise, de melon et de courgette pour le frais ont enregistré une baisse sensible par rapport à 2015, celles de tomate et salade ayant progressé et les récoltes de concombre étant demeurées stables. La consommation a également pâti de la météo au printemps mais s'est vite redynamisée pendant l'été. Dans ce contexte et avec des prix ayant évolué, dans la plupart des cas, de façon inverse aux productions, les chiffres d'affaires se sont maintenus, voire ont légèrement progressé, à l'exception de la fraise et de la courgette en frais (*Après un début de campagne difficile, des conditions estivales favorables dans l'ensemble à la production et à la commercialisation des légumes d'été, Légumes, n°2016/297, novembre 2016*).

La production de pommes et poires en 2016-2017 est prévue en baisse sur un an, les arbres ayant souffert des mauvaises conditions climatiques au printemps lors de la floraison et de la nouaison, et de la sécheresse estivale au moment du grossissement et de la coloration des fruits. Cette baisse de production s'accompagne d'une grande hétérogénéité des calibres selon les variétés, conséquence de la succession d'événements climatiques défavorables depuis le printemps. En conséquence, les prix progressent en septembre sur un an et par rapport à la moyenne des cours 2011-2015, surtout pour les poires, malgré une consommation des premiers fruits d'hiver freinée par la douceur des températures (*Infos rapides Pommes-Poires, novembre 2016*). Conséquence en partie du retard pris par les récoltes en 2016, le niveau des stocks de pommes et poires en chambres

froides fin septembre est inférieur d'environ 40 % à 2015 (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, octobre 2016*).

Selon les estimations au 1^{er} novembre, la récolte viticole reculerait de 10 % par rapport à 2015 et de 6 % par rapport à la moyenne sur cinq ans pénalisée par le gel printanier en Champagne, Bourgogne et Val de Loire, la grêle en Charente, Bourgogne-Beaujolais, et Languedoc-Roussillon et les épisodes de vent conjugués à l'aggravation de la sécheresse sur le pourtour méditerranéen en juillet et août. Les précipitations à partir de la mi-septembre ont néanmoins été bénéfiques aux vignobles dont les vendanges n'avaient pas encore débuté et ont permis de limiter la baisse prévue (*Infos rapides Viticulture, novembre 2016*).

Sur les huit premiers mois de 2016, les productions françaises d'animaux de boucherie sont en hausse par rapport à la même période de 2015, dans un contexte de consommation intérieure atone en général et de prix à la production en recul pour les ovins et surtout les bovins, mais en hausse pour les porcins. La croissance des productions s'accompagne d'une progression des abattages pour toutes les espèces et d'un recul des exportations d'animaux, à l'exception des porcins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, octobre/novembre 2016*). Le commerce des broutards est toujours perturbé par les conséquences de la fièvre catarrhale ovine (FCO), la reprise des ventes françaises à l'Italie et à l'Espagne n'ayant pas compensé le recul vers la Turquie.

Si les abattages de vaches augmentent de 4,9 % en poids sur les huit premiers mois, les exploitants étant incités à une forte décapitalisation dans un contexte de crise laitière mondiale, les abattages totaux de bovins ne dépassent ceux de 2015 que de 1,2 % en raison du repli des abattages de gros bovins mâles. En termes de cheptel, la baisse des effectifs de vaches laitières ayant été plus que compensée par la hausse du nombre des autres bovins, le cheptel bovin français a légèrement progressé au 1^{er} mai 2016. Dans les autres pays européens, les effectifs sont également en hausse pour l'ensemble des bovins, à l'exception de l'Allemagne et de la Pologne, et en repli pour les seuls effectifs de vaches laitières, sauf en Irlande et aux Pays-Bas (*Infos rapides Cheptel Bovins, octobre 2016*).

Dynamiques en France et également à l'échelle européenne, les abattages de porcs sur les huit premiers mois de 2016, s'inscrivent dans un contexte de réorientation à la baisse du cheptel de truies pour la totalité des pays de l'UE, notamment du Nord, ce qui pourrait être le signe d'une baisse à venir de la production. Toutes catégories de porcins confondues, seuls l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Irlande et, à un moindre degré, l'Italie et la France, affichent une augmentation de leurs effectifs au 1^{er} mai 2016 (*Infos rapides Cheptel porcins, octobre 2016*). Dans le contexte d'une offre toujours importante, le redressement des cours du porc observé depuis juin 2016 s'explique par une demande asiatique dynamique. En septembre 2016, sur fond d'abattages en repli sur un an pour toutes les espèces, les prix du bétail sont en hausse sur un an, sauf pour les gros bovins, toujours pénalisés par la mise à la

réforme des vaches laitières. Les cours des ovins poursuivent le redressement amorcé en juin, se renforçant même grâce à une demande dynamique à l'occasion de la fête de l'Aïd qui s'est déroulée comme en 2015, en septembre et une production inférieure sur un an, en août, pour la première fois depuis le début de l'année 2016.

Au premier semestre 2016, la production de volailles, toutes espèces confondues, serait quasiment stable sur un an, en progression pour la dinde mais en recul pour le poulet et surtout les canards (*Infos rapides Aviculture, novembre 2016*). Dans le même temps, la consommation apparente de viande de volaille calculée par bilan s'accroîtrait grâce au poulet et à la dinde. La balance du commerce extérieur des viandes et préparations de volaille est déficitaire en volume sous l'effet du recul des exportations (notamment vers les pays tiers) et d'une hausse des importations. En septembre 2016, comme sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages de volailles diminuent sur un an en tonnes et en têtes, pour toutes les espèces (sauf pour les dindes). Les prix se replient toutefois en septembre sur un an, toujours sous l'effet d'une demande européenne atone et de disponibilités importantes, prolongeant le retournement enregistré depuis la mi-2016. Sur l'ensemble de l'année 2016, les cours se sont toutefois stabilisés.

Sur les huit premiers mois de l'année 2016, les mises en place de poulettes de ponte d'œufs de consommation sont en hausse sur un an. La baisse sur un an de la production totale d'œufs de consommation au 1^{er} semestre 2016 se prolongerait au 3^e trimestre et les prix se replieraient, dans un contexte d'augmentation des importations et de recul des exportations.

En 2015, la production française d'œufs de consommation (œufs en coquille + ovoproduits), au premier rang devant l'Espagne, s'est établie à 14,7 milliards d'unités, en très légère croissance sur un an (+ 0,6 %). Depuis la reprise de l'activité en 2013 faisant suite aux travaux de mise aux normes des cages de poules pondeuses, la production se maintient à un niveau élevé. De son côté, la consommation d'œufs par les ménages s'est légèrement repliée. Le solde du commerce extérieur des œufs de consommation demeure largement positif en valeur mais est devenu légèrement négatif en volume, les importations ayant augmenté plus rapidement que les exportations. En parallèle, les cours à la production ont globalement poursuivi leur redressement en 2015, après avoir chuté en 2013 (*En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé, Aviculture n° 2016/295, septembre 2016*).

En août 2016, la collecte française de lait de vache se contracte par rapport à août 2015, comme lors des mois précédents, dans la totalité des bassins de production, à l'exception de la Normandie. Depuis avril 2016, date du début de la campagne 2016-2017, la production a reculé de 1,6 % sur un an. Selon FranceAgriMer, le repli s'accélérerait en septembre. En cumul depuis le début de l'année, les fabrications de lait et de crème conditionnés et de matières grasses progressent alors que celles de

yaourts, desserts lactés, et fromages de vache reculent (*Infos rapides Lait, octobre 2016*). Dans un contexte toujours lourd sur le marché mondial des produits laitiers (offre très abondante), les prix du lait reculent en septembre 2016 sur un an, en hausse toutefois depuis juillet 2016.

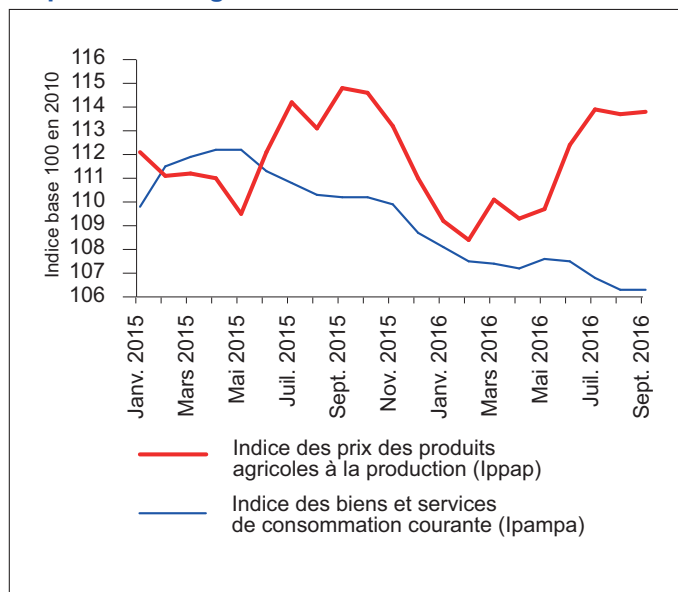
En septembre 2016, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production fléchissent sur un an, la hausse des prix des pommes de terre, des oléagineux, des vins, des fruits ne compensant pas le recul des céréales, des oléagineux, des légumes, du bétail et des produits animaux. De leur côté, les prix à la consommation des produits alimentaires sont en légère progression sur un an tandis que ceux des boissons non alcoolisées sont quasiment stables.

Dans le sillage des baisses enregistrées en 2015 et sur les huit premiers mois 2016, le coût des intrants fléchit en septembre 2016 sur un an, essentiellement en lien avec la diminution du prix des aliments pour animaux, du coût de l'énergie et des prix des engrais et amendements. La baisse des cours sur un an de l'énergie et des lubrifiants ralentit une nouvelle fois par rapport aux mois précédents. Le repli des cours des engrais et amendements s'intensifie également sur un an pour le dixième mois consécutif.

Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA (hors tabac) a reculé en volume sur un an après cinq trimestres de progression. Les fabrications des produits alimentaires comme des boissons se sont contractées. La consommation de produits agroalimentaires s'est stabilisée mais les importations ont progressé. Avec des exportations en repli, l'excédent commercial s'est réduit en valeur. Le chiffre d'affaires du secteur s'est maintenu malgré la baisse des prix et de la production au niveau de la branche (*Au 2^e trimestre 2016, la pro-*

duction des IAA a reculé sur un an, IAA, n° 2016/296, octobre 2016). La diminution sur un an de l'excédent des échanges de produits transformés s'est poursuivie au 3^e trimestre 2016, en raison, notamment, de la hausse des importations de boissons. L'excédent des produits agricoles bruts a également fléchi, pénalisé par la forte baisse des exportations de céréales, notamment de blé et d'orge. Au total, le solde excédentaire s'est contracté aussi bien avec l'UE que les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, novembre 2016*).

En septembre 2016, recul sur un an des prix des produits agricoles à la production et des moyens de production agricole



Sources : Agreste, Insee



Octobre 2016 - n° 2016/294

Synthèses

[Retour éditorial](#)

En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés

En 2016, la production française de céréales atteindrait 55,1 Mt. Elle diminuerait de 24 % sur un an et serait la plus faible depuis 2003, année de grande sécheresse. L'excès de pluie et le manque de luminosité au printemps ont fortement pénalisé les rendements des cultures d'hiver et de printemps. Le rendement du blé tendre serait ainsi le plus faible depuis plus de trente ans. Les cultures d'été ont, quant à elles, souffert de la sécheresse. La production de maïs reculerait pour la deuxième année consécutive, après une récolte en 2015 déjà impactée par la sécheresse. Contrairement à la France, la récolte mondiale de céréales devrait être abondante lors de la campagne 2016-2017. Elle atteindrait un nouveau record et les stocks continueraient de grossir. Malgré une remontée des cours entre mars et juin 2016, les prix des céréales demeurent peu élevés après avoir été globalement peu dynamiques sur la campagne 2014-2015. Après avoir nettement reculé fin 2015-début 2016, les cours des oléagineux se sont redressés à partir du deuxième trimestre 2016. Ils ont bénéficié de la remontée du pétrole et d'une demande mondiale soutenue mais l'abondante récolte mondiale de soja limite leur potentiel de hausse.

Des conditions climatiques particulièrement défavorables en France

Les conditions météorologiques du printemps et de l'été 2016 ont été défavorables aux grandes cultures aussi bien pour les cultures d'hiver ou de printemps que d'été. Les cultures d'hiver ont d'abord bénéficié de la douceur de l'hiver 2015 permettant des semis et un développement des plantes dans de bonnes conditions. À partir de mars et avril, les températures fraîches ont freiné le développement des cultures et la pluviométrie excédentaire a favorisé l'apparition de ravageurs sans toute-

fois entamer le potentiel de rendement des cultures d'hiver.

À partir de la mi-mai, la fraîcheur, le manque de luminosité et l'excès d'humidité ont contrarié le développement des cultures. L'excès de pluie dans certaines zones, comme le Bassin parisien, a favorisé la prolifération des insectes, des maladies, des champignons et des ravageurs. Enfin, les inondations intervenues fin mai-début juin ont localement engendré des dégâts irréparables. Certaines parcelles ont également souffert de la verse. Ces mauvaises conditions météorologiques de mai-début juin sont survenues lors des phases char-

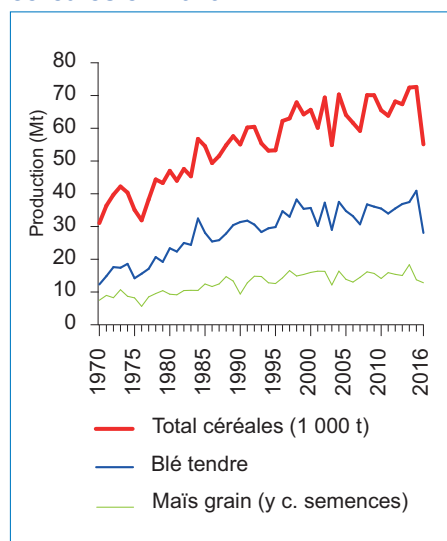
nières du développement de certaines cultures d'hiver.

À contrario, les mois de juillet et d'août ont été particulièrement secs. En juillet, l'Ouest a enregistré un déficit de pluie de 73 % par rapport aux normales saisonnières. En août, plus aucune région n'était épargnée par le manque de pluie. Les pluies ont été inférieures de 60 % aux normales sur l'ensemble de la France et de 80 % dans le Sud-Ouest. Cet assèchement du climat a pénalisé les cultures d'été pour la deuxième année consécutive.

Dans ce contexte climatique particulièrement défavorable, la production

de céréales diminuerait de 24 % par rapport à l'année dernière et de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Selon les estimations au 1^{er} octobre, elle atteindrait 55,1 millions de tonnes (Mt). Ce serait la plus faible récolte depuis 2003, malgré des superficies céréalières plus étendues (9,6 millions d'hectares en 2016 contre 8,9 millions en 2003). En 2003, la France avait connu une forte sécheresse et des températures caniculaires qui avaient particulièrement affecté le maïs.

Chute de la production de céréales en 2016



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1970-2015/ Conjoncture 2016

Blé tendre : le rendement serait le plus faible depuis le début des années 80

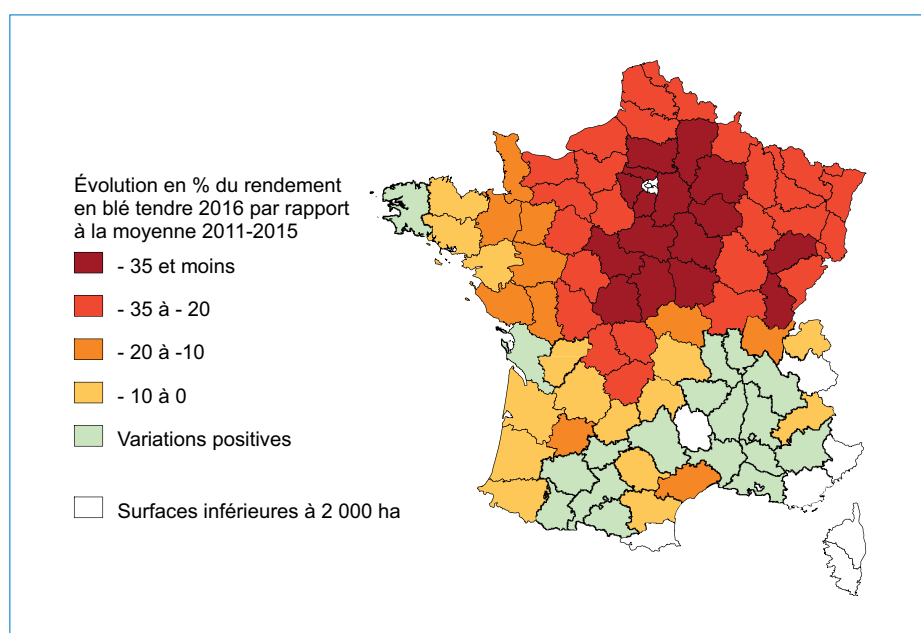
La production de blé tendre atteindrait 28 Mt, soit 32 % de moins que le record de l'année dernière et 24 % de moins que la moyenne 2011-2015. Cette céréale a particulièrement souffert des intempéries de mai et de juin. Le manque de chaleur et de luminosité lors des périodes critiques de la fécondation et du remplissage des grains ainsi que l'excès d'humidité ont fortement réduit le rendement qui chuterait de 32 % par rapport à 2015 et de 27 % par rapport à la moyenne 2011-2015 pour s'établir à 53,6 q/ha. Il faut remonter aux débuts des années 80 pour trouver des rendements aussi faibles. Les baisses de rendement sont particulièrement marquées dans le Bassin parisien. Par rapport à la moyenne 2011-2015, le rendement de blé tendre reculerait de 48 % en Île-de-France et de 38 % dans le Centre-Val de Loire. Sur la façade atlantique, la baisse des rendements a été limitée.

Les conditions climatiques particulières ont également été à l'origine d'une qualité atypique des blés. Selon l'enquête qualité réalisée par FranceAgriMer/Arvalis, le taux de protéine est excellent (12,6 % en

2016 contre 11,2 % en moyenne sur la période 2011-2015). L'indice de chute de Hagberg, qui traduit l'aptitude à la fermentation, est lui aussi supérieur à la moyenne sur cinq ans. En revanche, le poids spécifique (PS) moyen affiche un recul sensible. Le PS mesure la densité : plus il est faible, plus les coûts de transport et de stockage des récoltes sont élevés. Le PS de la récolte 2016 est de 73 kg/hl en moyenne contre 77,8 kg/hl sur la période 2011-2015. Un seuil minimal est souvent l'un des critères exigés dans les cahiers des charges des contrats internationaux. Les pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne requièrent ainsi un PS de 78 kg/hl au minimum dans leurs appels d'offres. Un travail de tri important est effectué par les organismes stockeurs pour constituer des lots homogènes. En raison de la valeur peu élevée du PS, seuls 20 % des blés relèveraient des catégories « premium » ou « supérieur », contre 45 % en moyenne entre 2011-2015. En conséquence, les meuniers devront utiliser plus de blés cette année pour produire la même quantité de farine que lors de la campagne précédente. Par ailleurs, de nombreuses quantités de blés ne pourront trouver des débouchés qu'en alimentation animale.

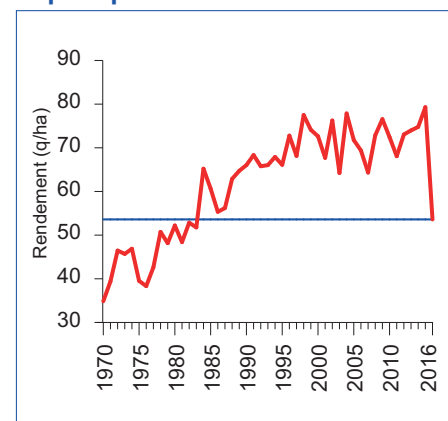
Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne retrouveraient des valeurs habituelles après les niveaux très élevés atteints lors

Le rendement en blé tendre en forte baisse dans le Bassin parisien



Source : Agreste

En 2016, le rendement du blé tendre serait le plus faible depuis plus de 30 ans



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1970-2015/ Conjoncture 2016

de la campagne précédente, gonflés par la récolte record de l'année dernière. De leur côté, les exportations pourraient fortement se réduire à destination des pays tiers (à moins de 5 Mt contre 12,6 Mt au cours de la campagne précédente) sous l'effet d'un manque de disponibilités, de la concurrence internationale et de la faible qualité des blés. Au total, en 2016-2017 les exportations attein-

draient 11,9 Mt contre 21 Mt en 2015-2016 et 19,5 Mt en moyenne lors des cinq campagnes précédentes.

Blé dur : récolte catastrophique dans la région Centre

La production de blé dur reculerait à 1,6 Mt, pénalisée par les mauvaises conditions climatiques du printemps, mais la baisse sur un an serait limi-

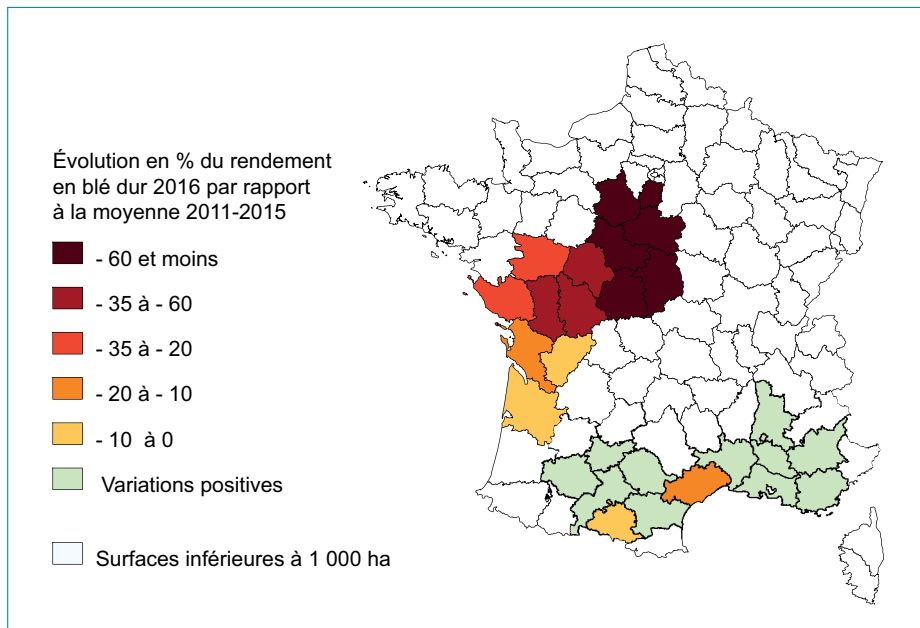
tée (- 14 %) grâce à la hausse des surfaces (+ 14 %). Comme pour le blé tendre, le rendement français du blé dur serait très faible cette année, en chute de 24 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne 2011-2015 avec une situation très hétérogène selon les différentes zones de production. Le Centre-Val de Loire serait particulièrement touché avec une baisse de 65 % des rendements par rapport à la moyenne 2011-2015. À contrario, les rendements dans les régions de culture traditionnelle du blé dur du sud de la France (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Paca) seraient supérieurs à la moyenne 2011-2015, ces régions n'ayant pas été atteintes par les intempéries de fin mai et de juin. Comme pour le rendement, la qualité varie beaucoup entre le sud et le nord. Le blé dur est de bonne qualité dans le sud de la France alors que dans le Centre-Val de Loire, la majeure partie de la récolte pourrait être déclassée en alimentation animale.

Orges : de faibles rendements et des problèmes de qualité

En 2016, la récolte d'orges atteindrait 10 Mt, en baisse de 23 % par rapport à la forte récolte de l'an passé et de 9 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, le rendement des orges d'hiver diminuerait de 17 % et celui des orges de printemps de 20 %. Cette récolte en retrait résulte d'une pression parasitaire très importante cette année, notamment celle, très présente, de la jaunisse nanisante de l'orge, à l'origine d'une dégradation sensible de la qualité et de déclassements. De nombreuses orges brassicoles devraient ainsi être vendues en orges fourragères en raison de taux de protéines trop élevés et de grains trop petits.

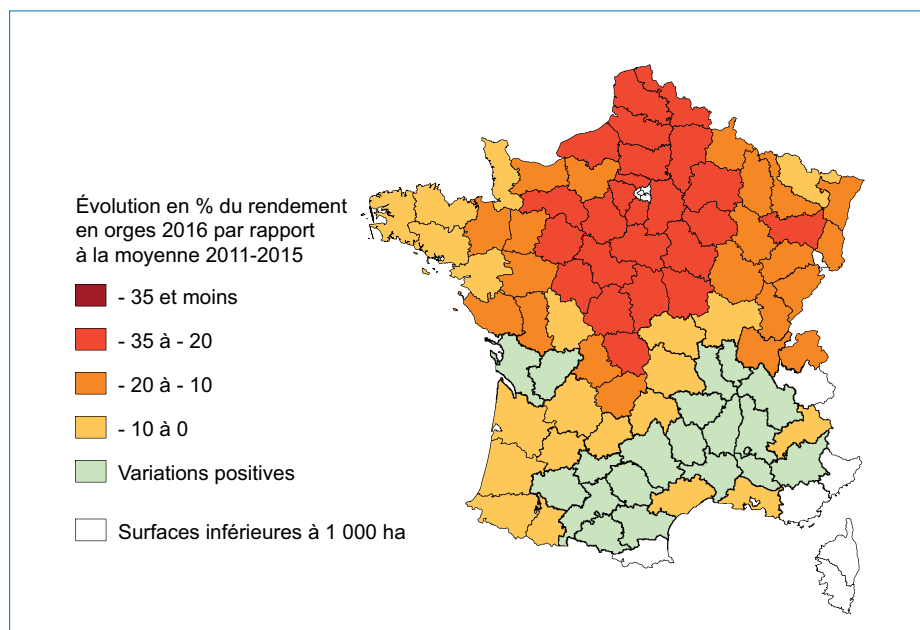
Les poids spécifiques seraient également très faibles, ce qui pourrait être très pénalisant à l'exportation. Par ailleurs, lors de la campagne 2016-2017, les orges en provenance de la mer Noire et d'Australie devraient être importantes et concurrencer les orges françaises, notamment vers la Chine, qui avaient importé des volumes très

En blé dur, le sud contraste fortement avec le Centre-Val de Loire



Source : Agreste

Orges : faibles rendements dans la moitié nord de la France



Source : Agreste

élevés au cours des deux dernières campagnes. Selon FranceAgriMer, les exportations reculeraient de 9,1 Mt en 2015-2016 à 6,3 Mt en 2016-2017. Le stock de fin de campagne présent sur le marché pourrait augmenter, malgré la faible récolte. Il atteindrait 1,5 Mt au lieu de 1,1 Mt un an plus tôt.

Maïs : fortement touché pour la deuxième année consécutive

En 2016, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 12,8 Mt, en baisse de 7 % sur un an et de 18 % par rapport à la moyenne 2011-2015, dans un contexte de réduction des surfaces (- 6 % sur un an). Pour la deuxième année consécutive, un déficit pluviométrique a pénalisé les rendements. En 2016, ils seraient inférieurs de 9 % à la moyenne 2011-2015. Pour le maïs non irrigué, le rendement reculerait de 14 % par rapport à la moyenne 2011-2015. En revanche, le maïs irrigué n'a pas trop souffert des conditions climatiques et la baisse de rendement serait limitée (- 3 % par rapport à la moyenne 2011-2015).

Colza : moins touché que les céréales

La récolte française de colza diminuerait de 13 % sur un an pour atteindre 4,6 Mt. Le manque de luminosité, les

maladies et les attaques d'insectes ont amputé le rendement, en retrait de 14 % par rapport à 2015 et de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015. L'Île-de-France, le Nord et l'Est de la France seraient particulièrement touchés. Néanmoins, les dégâts ont été moins importants que pour le blé. Dans le Centre-Val de Loire, le rendement diminuerait de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Il serait moins affecté que celui des céréales d'hiver par les intempéries. Dans les régions de l'Ouest, la baisse des rendements serait limitée par rapport à la moyenne 2011-2015.

Tournesol : hausse de la récolte par rapport à un faible niveau 2015

En 2016, la récolte de tournesol atteindrait 1,2 Mt, en hausse de 4,1 % par rapport à 2015, année de faible rendement en raison d'une sécheresse. Elle serait toutefois inférieure de 21 % à la moyenne 2011-2015, les surfaces reculant de 16 % et le rendement de 6 % sur cette période. Le rendement se redresserait par rapport à l'année dernière, mais demeurerait faible. Au printemps 2016, les semis et les levées ont été perturbés par les attaques d'oiseaux et de limaces. Par la suite, la faiblesse des pluies en juillet et en août a empêché un développement optimal de la plante.

Une production mondiale record en céréales

Fin août, le CIC (conseil international des céréales) a révisé significativement à la hausse ses prévisions de récolte mondiale de céréales, à 2 069 millions de tonnes en 2016-2017, soit + 23 Mt par rapport à sa prévision de fin juillet. Ce serait la plus forte récolte de tous les temps, en hausse de 3 % par rapport à la campagne précédente. Les stocks mondiaux de céréales augmenteraient pour la quatrième année consécutive pour atteindre 492 Mt contre 469 Mt lors de la précédente campagne. La plupart des grands pays exportateurs augmenteraient leur production, notamment les États-Unis, la Russie et l'Ukraine.

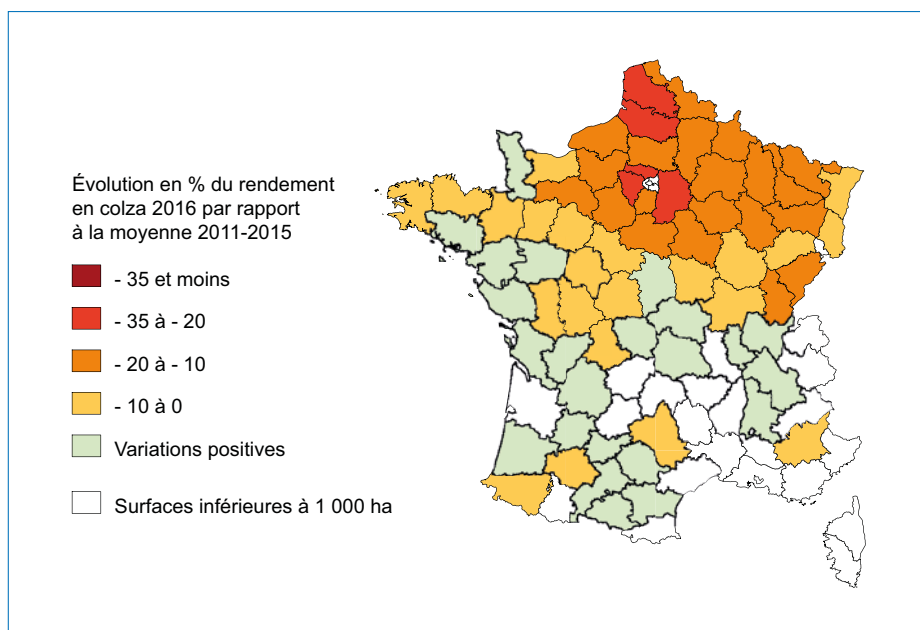
La production de l'Union européenne se replierait, pénalisée par la récolte française. La croissance de la production mondiale de céréales provient principalement du maïs. À 1 030 Mt, la récolte atteindrait un record, grâce notamment à la production très abondante aux États-Unis. Les stocks de maïs s'accroîtraient de 11 Mt pour atteindre 218 Mt.

Faiblesse des cours des céréales malgré une légère reprise à la fin du printemps

Au cours de la campagne 2015-2016, les cours du blé tendre ont été tirés vers le bas par des stocks mondiaux très importants, en particulier en France après la récolte record de 2015. Les cours moyens en blé tendre meunier ont ainsi été les plus bas depuis la campagne 2009-2010, après avoir été déjà peu dynamiques lors de la campagne précédente. En moyenne en 2015-2016, la tonne de blé tendre meunier départ Eure-et-Loir cotait 152 euros, contre 171 euros en 2014-2015 et 186 euros en 2013-2014.

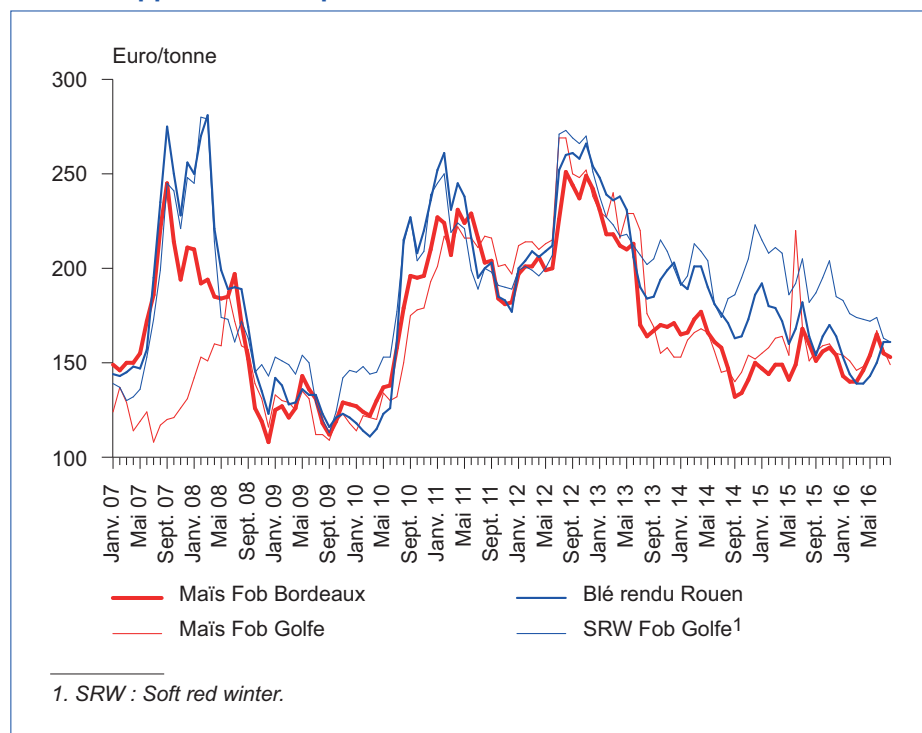
À la fin de l'année 2015 et au début 2016, les cours du blé tendre ont fortement chuté, sous l'effet notamment des réévaluations à la hausse des stocks mondiaux de blé. À partir d'avril 2016, l'accélération des exportations françaises a contribué à soutenir les cours en France. Fin mai-début juin,

Rendement proche de la normale dans l'Ouest de la France en colza



Source : Agreste

Durant l'été 2016, les cours français du blé tendre à l'exportation se sont rapprochés des prix nord-américains



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

les inquiétudes suscitées sur les marchés par les intempéries en France ont permis aux cours français à l'exportation de se redresser. Les stocks français, très élevés en fin de campagne 2015-2016, devraient considérablement se réduire lors de la campagne 2016-2017. Aux États-Unis, la perspective d'une récolte abondante a fait diminuer les cours. Les cours du blé tendre SRW (soft red winter) Fob Golfe du Mexique se sont alors progressivement rapprochés de ceux du blé tendre rendu Rouen. En août, les deux cours affichaient 161 euros la tonne alors qu'en mars 2016 le cours du blé tendre rendu Rouen cotait 139 euros, contre 174 euros pour le SRW Fob Golfe.

Début 2016, les cours du maïs étaient peu élevés. Par la suite, ils sont remontés sous l'effet d'une sécheresse au Brésil qui a amputé la seconde récolte. En juin, le manque de pluies aux États-Unis a fait craindre une faible récolte. Le cours du maïs a ainsi progressé de 18 % en France entre mars et juin. Les inquiétudes quant à la récolte américaine ne se sont pas concrétisées. Au contraire, la production américaine pourrait progresser de 10 % sur un an et atteindre

379 Mt. Entre juin et août 2016, les cours du maïs Fob Golfe ont fléchi de 11 %. En début d'année 2016, les cours du maïs étaient plus élevés aux États-Unis qu'en France. Les perspectives de récoltes abondantes aux États-Unis et faibles en France ont inversé le sens des évolutions. Ainsi, entre janvier 2016 et août 2016, la tonne de maïs rendu Bordeaux a progressé de 6 % en moyenne en euros alors que le Fob Golfe américain reculait de 3 %. En août, le maïs Fob Bordeaux cotait 153 euros en moyenne contre 149 euros pour le Fob Golfe.

L'offre mondiale abondante pèse sur les cours du blé dur

Après s'être maintenus à des niveaux élevés depuis juillet 2014, les cours du blé dur ont chuté en début de campagne 2016-2017, tirés à la baisse par l'augmentation des surfaces mondiales et des perspectives de récoltes dynamiques. En 2014, de fortes précipitations au Canada, premier exportateur mondial de blé dur, avaient entraîné des problèmes de qualité rendant impropre à la production de pâtes une grande partie de la récolte et déséquilibré le marché. Lors de la

campagne 2015-2016, puis de la campagne 2016-2017, les agriculteurs ont semé davantage de blé dur, aussi bien en France qu'ailleurs dans le monde, l'écart de cours entre le blé dur et le blé tendre étant à l'avantage du blé dur.

Selon StatCan, la production canadienne devrait augmenter de 26 % sur un an en 2016, avec 6,8 Mt récoltées contre 5,4 Mt en 2015. En Europe, la production s'accroîtrait également grâce à une hausse de 8 % de la récolte en Italie, premier producteur européen. Les bonnes perspectives de récoltes mondiales ont fait chuter les prix sur un an. En juillet-août 2016, la tonne de blé dur rendu la Nouvelle cotait en moyenne 220 € contre 343 € un an plus tôt à la même période et plus de 400 € en novembre 2014.

Le marché mondial des oléagineux plus équilibré que celui des céréales

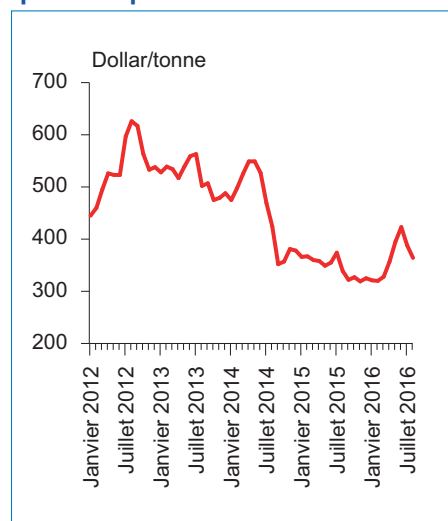
En 2016-2017, la production mondiale de soja devrait atteindre 325 Mt selon les estimations du CIC à fin août, soit une hausse de 3 % sur un an. La consommation demeurerait dynamique à 327 Mt et serait légèrement supérieure à la production. La demande chinoise toujours soutenue atteindrait 88 Mt de soja en 2016-2017 contre 84 Mt en 2015-2016 et 80 Mt en 2014-2015. Les stocks mondiaux afficheraient 32 Mt, soit un léger recul par rapport à la campagne précédente.

Lors de la campagne 2015-2016, la production mondiale d'huile de palme a été faible en raison du phénomène El Niño, s'établissant à un niveau inférieur à la consommation. Selon l'USDA, le stock mondial de fin de campagne serait le plus faible depuis la campagne 2009-2010. En 2016-2017, la production et la consommation d'huile de palme augmenteraient et le stock de fin de campagne serait relativement stable.

En début d'année 2016, la faiblesse des prix du pétrole et les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale avaient orienté les cours des matières premières à la baisse. Les cours du soja en avaient pâti,

d'autant plus que les stocks mondiaux étaient importants. À partir de mars et jusqu'en juin, les cours du soja ont fortement progressé. Les inondations en Argentine et dans le sud du Brésil mais également la sécheresse au nord du Brésil ont fait redouter une baisse de la production sud-américaine. La perspective d'une sécheresse aux États-Unis a aussi été de nature à renchérir les cours du soja. En juin, l'USDA a abaissé ses prévisions de stocks mondiaux et de récolte au Brésil. Les inquiétudes quant à la production américaine ne se sont pas concrétisées et les prévisions de récoltes américaines ont été revues à la hausse au cours de l'été. Les cours se sont alors repliés en juillet et en août tout en demeurant largement plus élevés qu'en début d'année. La bourse de Chicago cotait plus de 360 dollars

De mai à août 2016, les cours du soja ont été plus élevés qu'un an plus tôt



Source : La Dépêche

la tonne de soja en moyenne en août 2016 contre 320 dollars en février 2016 et 340 dollars en août 2015.

Colza : des cours orientés à la hausse depuis mars 2016

Au début de l'année 2016, les cours du colza ont baissé par rapport à 2015, souffrant, comme l'ensemble des oléagineux, du repli des prix du pétrole et de la faiblesse des marchés financiers. Néanmoins depuis mars 2016, les cours du colza semblent être plutôt orientés à la hausse. Selon l'USDA, la production mondiale reculerait de 70 Mt en 2015-2016 à 67 Mt en 2016-2017. Comme pour la campagne 2015-2016, la production mondiale de colza serait inférieure à la consommation. Les stocks mondiaux de colza seraient une nouvelle fois en baisse, à 5,1 Mt en 2016-2017 contre 7,3 Mt en 2014-2015. Les craintes au sujet d'une réduction des récoltes dans l'Union européenne en raison des intempéries en France se sont concrétisées pendant l'été, contribuant à soutenir les prix. En août 2016, les cours sont proches des cours d'août 2015.

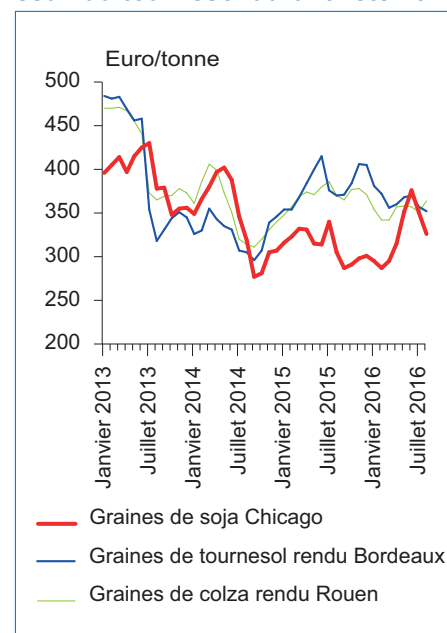
Tournesol : la progression des récoltes pèse sur les cours

Selon l'USDA, la production mondiale de tournesol grimperait de 39,5 Mt en 2015-2016 à 43,8 Mt en 2016-2017, en hausse de 11 % sur la période, notamment grâce à une récolte abondante en Ukraine, premier producteur mondial. Cette progression résulterait en partie d'un accroissement des surfaces (+ 7 % sur un an), encouragé par des prix élevés lors des deux dernières campagnes. Au cours de

ces campagnes, les cours du tournesol avaient été favorisés, comparativement aux autres oléagineux, par des récoltes mondiales plutôt faibles. Bien qu'en augmentation sur la campagne 2016/2017 (43,6 Mt contre 40,1 Mt en 2015-2016), la consommation serait inférieure à la production.

La croissance de la production a provoqué une détente au niveau des cours. À plus de 400 euros la tonne en décembre 2015, la graine de tournesol rendu Bordeaux affichait une cinquantaine d'euros de moins en août 2016. En juillet et août 2016, le tournesol cotait 5 % de moins en moyenne qu'en juillet et août 2015.

Les cours du colza rattrapent ceux du tournesol durant l'été 2016



Source : La Dépêche

Définitions

- **Temps de chute de Hagberg** : un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation. Un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucre à la suite du début de la germination du grain. Si le temps de chute de Hagberg est trop faible, la levée de la pâte ne s'effectue pas correctement et la pâte colle au pétrin.
- **Taux de protéines** : un taux de protéines suffisamment élevé permet la tenue du pain à la fermentation. C'est également un critère pris en compte pour l'alimentation animale. Un taux de protéines élevé favorise la croissance des animaux.
- **PS (poids spécifique)** correspond au poids des grains de blé contenu dans 1 hectolitre. Plus le PS est élevé, plus les coûts de transport et de stockage des récoltes sont faibles. Lors du remplissage du grain, en fin de croissance du blé, entre le stade « grain laiteux » et la récolte, un excès de pluie diminue le PS des grains de blés. Un seuil minimal est souvent l'un des critères retenus dans les cahiers des charges des contrats internationaux.

Sources

- Les estimations de surfaces, de rendements et de productions françaises proviennent de la conjoncture Grandes cultures réalisée au 1^{er} octobre 2016. Elles sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte). Pour les estimations de rendements, les premiers résultats des enquêtes sont intégrés dans l'estimation de septembre pour les cultures d'hiver et de printemps (selon le calendrier des moissons en région). Les estimations de rendements des cultures d'été, notamment le maïs et le tournesol, sont estimées à dire d'experts. L'enquête Terres labourables est utilisée pour estimer les rendements des cultures d'été lors de l'élaboration de la SAA (Statistiques Agricoles Annuelles). Ces estimations sont ainsi susceptibles d'évoluer d'ici la fin de la campagne.
- Les données européennes de production proviennent d'Eurostat (organisme statistique européen) : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les données de production sur le Canada proviennent de l'institut canadien de statistiques StatCan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche / Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) » pour des séries longues : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/article/bulletin-mensuel-8485>
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les grandes cultures sévèrement affectées par le climat en 2016 », Grandes cultures et fourrages n°8/10, octobre 2016
- « Après les intempéries, la sécheresse atteint les grandes cultures », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2016
- « En 2016, le rendement en blé tendre serait le plus faible depuis 1986 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2016
- « L'offre mondiale excédentaire en 2015/2016 et la perspective de bonnes récoltes en 2016 continuent de faire pression sur les prix des grains », Synthèses Grandes cultures et fourrages n° 2016/287, mai 2016
- « L'abondance de l'offre mondiale et la crise chinoise pèsent sur les cours des céréales et des oléagineux », Synthèses Grandes cultures et fourrages n° 2015/274, septembre 2015



Après un début de campagne difficile, des conditions estivales favorables dans l'ensemble à la production et à la commercialisation des légumes d'été

La campagne 2016 des légumes d'été a débuté au printemps dans des conditions de production peu favorables : manque d'ensoleillement, températures fraîches et précipitations importantes jusqu'au début de l'été. Les récoltes ont généralement été retardées de quelques semaines à un mois. La hausse des températures dès le début de l'été a permis de résorber une partie des retards et souvent de renouer avec un calendrier de production proche de la normale. Seules les récoltes de fraise, de melon et courgette destinées au marché du frais ont accusé une baisse sensible par rapport à la campagne précédente, celles de tomate, laitue et chicorée ayant progressé et la production de concombre étant demeurée stable. La consommation a également pâti de la météo printanière, mais l'arrivée de conditions estivales fin juin a relancé la demande au cours de l'été. À l'exception d'une situation dégradée pour la fraise et la courgette en frais, les marchés des autres légumes d'été ont été globalement bien équilibrés. Dans ce contexte, les chiffres d'affaires se sont maintenus voire ont légèrement progressé pour les principaux légumes d'été.

Définition des légumes d'été

Les légumes d'été correspondent aux productions de frais pour lesquelles la majeure partie des volumes sont récoltés au printemps et en été. La fraise, le concombre, la courgette, le melon, la tomate, la chicorée et les laitues sont concernés. Ces deux dernières sont également cultivées en période hivernale. La distinction entre leurs périodes de production est possible car les assolements sont traditionnellement remaniés entre la fin de l'été et le début de l'automne.

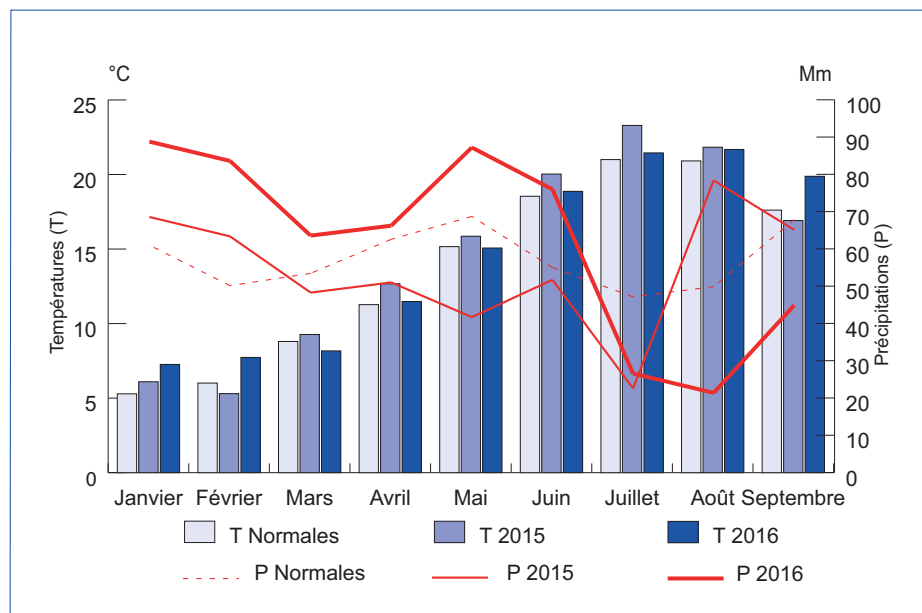
Climat : le printemps pluvieux et peu ensoleillé a fait place à un été chaud et sec

Le climat de l'année 2016 a été particulièrement contrasté aussi bien pour les températures que pour les précipitations. À un hiver particulièrement doux a succédé un printemps frais, avec des températures inférieures aux normales jusqu'au début du mois de juin. Les températures se sont ensuite très nettement redressées, avec un mois de septembre particulièrement chaud, les températures moyennes dépassant de plus de 2° C les normales. Le printemps 2016 a

également été marqué par une faible luminosité, dont ont souffert plus particulièrement les cultures sous serre.

Le régime des précipitations a été encore plus tranché : à une pluviométrie excédentaire voire record, en début d'année 2016, puis en mai et juin (+ 43 % en moyenne de janvier à juin), a succédé une période de sécheresse à partir de juillet, avec des quantités de pluie inférieures de moitié aux normales (jusqu'à - 58 % en août par rapport à 2015). La pluviométrie record en mai et juin a retardé les mises en place dans les parcelles et pénalisé les premières récoltes de

En 2016, les précipitations ont été importantes jusqu'en juin, période à partir de laquelle les températures ont été en hausse par rapport aux normales



Source : Météo France

légumes d'été, allant même, parfois, jusqu'à la destruction des cultures. La sécheresse estivale a ensuite freiné le développement végétatif des parcelles ne disposant pas de dispositif d'irrigation.

La campagne de production 2016 des légumes d'été a ainsi été caractérisée en début de campagne par un retard dans les calendriers de récolte et une désaffection des consommateurs vis-à-vis de ces produits, puis, avec le retour de conditions estivales plus favorables, par un rattrapage plus ou moins important des productions selon les légumes et un retour de la demande pour ces produits très « météo-sensibles ».

Fraise : une production 2016 en baisse et un marché morose sous l'effet d'une météo printanière maussade.

Pour la campagne 2016 de la fraise (mars-juillet), la production a reculé de 2 % sur un an, à 55 560 tonnes, malgré la stabilité des surfaces. La récolte s'est toutefois maintenue par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Dès les premiers mois de campagne, les volumes ont été en retrait par rapport à 2015, le manque de lumière ainsi que la pluviométrie importante jusqu'en juin ayant

fortement pénalisé les récoltes. Les précipitations record de juin ont, en outre, localement empêché la récolte des fraises ou compromis sa commercialisation. Par la suite, l'amélioration des conditions climatiques a permis un rebond des récoltes sur un an, sans pour autant parvenir à rattraper les pertes accumulées depuis le début de la campagne. Phénomène amorcé depuis déjà plusieurs années, les surfaces cultivées sous serre continuent de croître (+ 3 % sur un an), tandis que celles de plein air se replient (- 2 %).

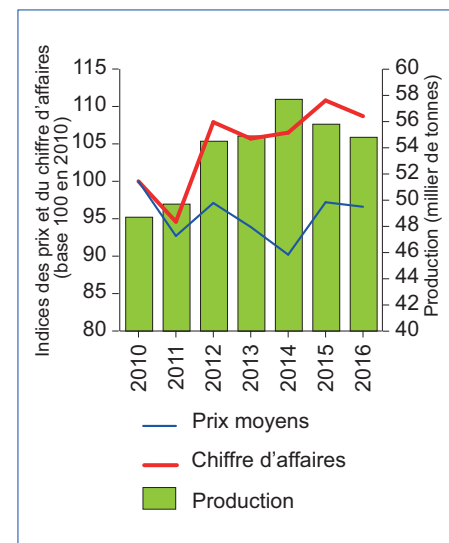
Traditionnellement, les importations de fraise participent largement à l'approvisionnement des étals jusqu'à la période de pleine production en mai. Dès mars 2016, sous l'impact d'une demande freinée par de mauvaises conditions météorologiques, les importations ont reculé par rapport à la moyenne 2011-2015. Cette baisse s'est confirmée tout au long de la campagne : - 14 % en avril, mois le plus chargé en importations, soit une diminution de près de 3 800 tonnes. Sur l'ensemble de la campagne, les importations se sont établies à 62 610 tonnes, en baisse de 14 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. L'Espagne demeure le premier fournisseur de fraise pour la France, avec 53 350 tonnes de marchandise livrées entre mars et juillet

2016 (85 % des importations françaises), en hausse de 8 % par rapport à la campagne 2015.

Comme lors de la campagne précédente, les exportations de fraise ont nettement fléchi, en cumul de mars à juillet (- 17 % sur un an et - 34 % par rapport à la moyenne 2011-2015), à 8 090 tonnes. La diminution des exportations a été particulièrement marquée en début de campagne (- 45 % en mars et - 28 % et avril par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes), période au cours de laquelle le repli de la production a été également le plus net. Dans ce contexte, le déficit des échanges extérieurs de la fraise s'est creusé (+ 4 % par rapport à 2015).

Les cours de la fraise à la production ont débuté la campagne 2016 à des niveaux en deçà de ceux de la campagne précédente et de la moyenne des prix des cinq dernières campagnes. La météo maussade du printemps a largement participé à la baisse des cours, en détournant les consommateurs de ce produit dont la consommation est très sensible à la météo. Après une légère remontée en mai, les prix ne se sont vraiment améliorés qu'en fin de campagne (juillet), une fois le pic de production atteint en juin. Avec des récoltes et des prix

En 2016, le recul de la production, conjugué aux prix bas de début de campagne, a pénalisé le chiffre d'affaires de la fraise



Source : Agreste

en repli sur un an, le chiffre d'affaires de la fraise sur l'ensemble de la campagne a reculé de 2 % sur un an.

Concombre : une production 2016 stable, bénéficiant d'un marché soutenu à partir du printemps

Pour la campagne 2016 du concombre (janvier-octobre), la production est restée stable sur un an, à 124 500 tonnes, en progression toutefois de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les premières récoltes ont légèrement augmenté sur un an. À partir du printemps, elles ont entamé, comme chaque année, leur hausse saisonnière, se maintenant en légère augmentation sur un an jusqu'en fin de campagne. En juin et juillet, les récoltes ont cependant marqué un repli, conséquence d'une météo à la fin du printemps à la fois peu ensoleillée et pluvieuse. La progression des récoltes par rapport aux cinq dernières campagnes a été portée par le bassin Centre-Ouest, premier bassin en termes de production, avec des récoltes en hausse de 7 % sur cinq ans, en lien avec une augmentation de 7 % des surfaces dédiées.

De janvier à août 2016, les importations se sont élevées à 50 500 tonnes, stables sur un an mais en hausse de 6 % par rapport à la moyenne 2011-

2015. Portant sur des volumes beaucoup plus limités, les exportations se sont fortement accrues, + 19 % par rapport à 2015 et + 39 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En août, les conditions météorologiques et la progression des récoltes ont particulièrement dynamisé les exportations qui ont doublé par rapport à août 2015. La Belgique a largement contribué à cette progression des ventes, avec une hausse de 25 % de ses achats de concombre sur la campagne, soit + 800 tonnes. Avec une stabilité des importations et une croissance des exportations, le déficit des échanges extérieurs s'est légèrement résorbé au cours de la campagne 2016, atteignant 38 900 tonnes, contre 40 500 tonnes l'an passé sur la même période.

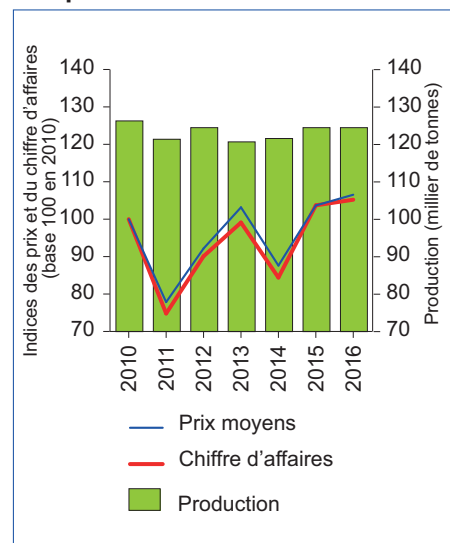
En début de campagne 2016, les cours du concombre à la production ont été en retrait sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015. À partir de mai, la commercialisation du concombre a bénéficié d'une conjoncture favorable, se traduisant par une hausse soutenue des prix par rapport à 2015 : + 10 % en mai, + 21 % en juin et + 13 % en juillet. Sur la période de janvier à septembre 2016, la hausse des prix, conjuguée à une production stable, a soutenu le chiffre d'affaires, en augmentation de 1 % sur un an.

reculé (- 6,5 % sur un an), la dégradation des conditions météorologiques en mai et juin (ensoleillement limité et pluviométrie importante) ayant conduit à un décalage du pic de production du mois de juillet au mois d'août.

Les importations de courgette de mars à août, traditionnellement au plus haut sur les deux premiers mois de la campagne, ont fortement progressé en 2016 : + 17 % sur un an et + 10 % par rapport à la moyenne 2011-2015, atteignant 66 260 tonnes. De leur côté, les exportations (9 230 tonnes) se sont également nettement accrues sur la même période : + 11 % sur un an et + 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Leur progression a toutefois été insuffisante pour compenser la hausse des importations et le déficit des échanges extérieurs de la courgette s'est creusé en 2016, atteignant 57 030 tonnes, contre 48 160 tonnes en 2015.

Si le marché de la courgette a été globalement actif en 2016, le décrochage des prix à la production en avril et en juin a tiré à la baisse les prix sur l'ensemble de la période de mars à septembre. Compte tenu du recul de la production et des prix, le chiffre d'affaires de mars à septembre 2016 a reculé de 10 % par rapport à la même période de 2015.

En 2016, le chiffre d'affaires du concombre a progressé sur un an, à la faveur de la hausse des prix

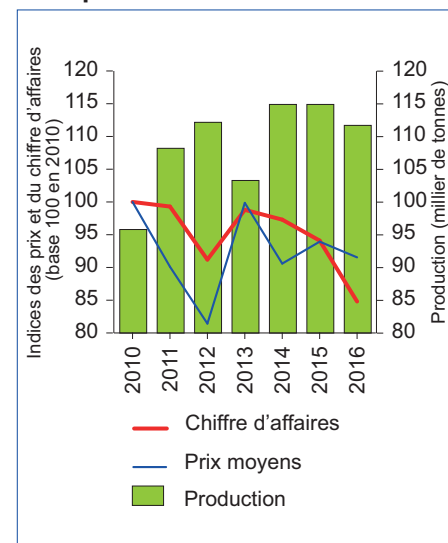


Source : Agreste

Courgette destinée au frais : recul de la production et des prix en 2016

La campagne 2016 (mars-octobre) de la courgette a été marquée par la poursuite de l'érosion des surfaces sous serre (- 13 %) et la légère progression des surfaces de plein air (+ 1 %). Sur fond de baisse globale des superficies développées en courgette, la production de courgettes destinées au marché du frais a fléchi par rapport à 2015 (- 3 %), à 111 720 tonnes, mais la production totale est demeurée stable, atteignant 120 150 tonnes. Cette dernière marque toutefois un repli de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur les premiers mois de la campagne (mars-juin 2016), les volumes récoltés ont été proches des niveaux de 2015. En juillet, ils ont

En 2016, le chiffre d'affaires de la courgette destiné au marché du frais a été impacté par la baisse de la production et des cours

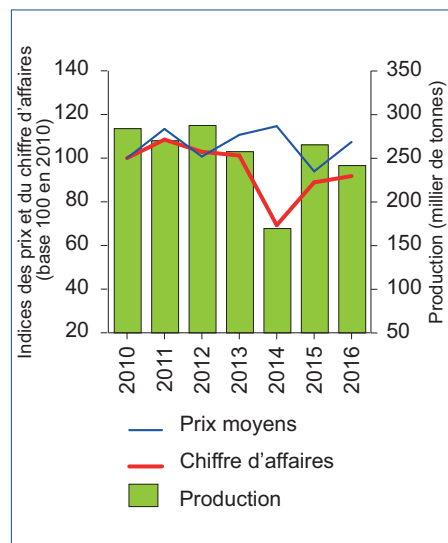


Source : Agreste

Melon : une météo pénalisante pour la production mais un marché bien équilibré jusqu'en juillet

La production de melon de la campagne 2016 (mai-septembre) s'est nettement repliée sur un an (- 6 %) et par rapport aux cinq dernières campagnes (- 8 %), à 241 700 tonnes. Jusqu'à fin juillet, les volumes mensuels récoltés ont été en retrait par rapport à 2015 (jusqu'à - 30 % en juillet sur un an), le calendrier de production ayant été localement retardé de deux à quatre semaines. Les productions sous serre ont été pénalisées par le manque d'ensoleillement et la pluviométrie importante enregistrés jusqu'à la fin du mois de juin. Par la suite, les productions de plein air ont pris le relais, et les volumes ont fortement progressé, à la faveur de conditions estivales favorables. Le climat chaud et sec du mois d'août a été propice au maintien d'un bon état sanitaire des parcelles et à la qualité des melons, avec des taux de sucre élevés et peu de pertes au champ. Ces conditions de culture ont perduré jusqu'en septembre. Les rendements des plantations cultivées en sec ont toutefois localement souffert de la sécheresse, décrochant en fin de campagne, notamment dans le bassin Centre-Ouest. Le retard observé en début de campagne n'a pu être entièrement rattrapé et le rendement moyen sur l'ensemble de la campagne

La progression des cours du melon sur un an a favorisé la reprise du chiffre d'affaires en 2016



Source : Agreste

a été impacté (- 6 % sur un an, à 18,2 tonnes/ha).

Les importations, traditionnellement très dynamiques en mai et juin, ont progressé de 7 % sur ces deux mois en 2016 par rapport à la moyenne 2011-2015, majoritairement en provenance d'Espagne (+ 7 %) permettant de pallier le manque de marchandise française sur les étals. Au plus fort des importations, en juin 2016, 70 % en moyenne des melons vendus en France provenaient de l'étranger. En cumul de mai à août, les achats français ont diminué (- 11 % par rapport à 2015), à 117 350 tonnes. Sur des volumes moindres, les exportations de melon français ont également reculé sur la période atteignant 27 000 tonnes (- 26 % sur un an). De mai à juillet, mois pendant lesquels la France exporte traditionnellement le plus de melons (61 % des exportations annuelles en moyenne depuis 2011), les exportations se sont repliées de plus de 30 %, en lien avec la baisse des récoltes observée sur cette période. De mai à août, le déficit cumulé des échanges extérieurs du melon français s'est réduit de 6 % par rapport à l'an passé.

Après une année 2015 marquée par des prix à la production très bas, les cours du melon en début de campagne 2016 ont nettement progressé sur un an, retrouvant les niveaux moyens 2011-2015. En août, à l'arrivée du pic de production, les prix ont décroché. La campagne s'est terminée en septembre avec des prix en repli de 18 % sur un an et de 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. En dépit du recul de la production, la hausse des prix entre mai et septembre (+ 14 % sur un an) a permis au chiffre d'affaires du melon de progresser en 2016 (+ 3 %).

Tomate : les exportations dynamiques sur la campagne 2016 ont favorisé une réduction du déficit des échanges

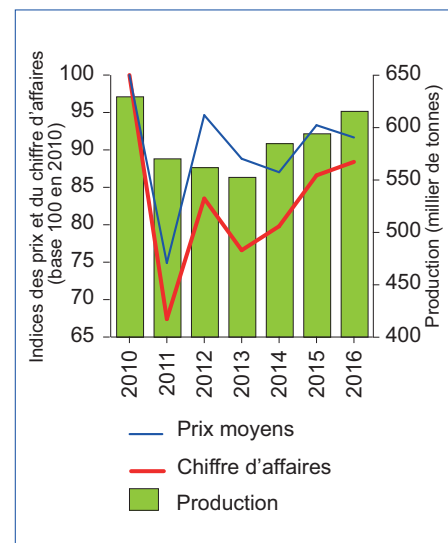
La production de tomates destinées au marché du frais de la campagne 2016 (janvier-décembre) progresserait par rapport à la campagne précédente (+ 3 %) et à la moyenne 2011-2015

(+ 7 %). De janvier à septembre, les récoltes ont augmenté, à l'exception du pic de production habituel de juillet pour lequel les volumes commercialisés se sont repliés (- 10 %, soit - 11 200 tonnes), conséquence du printemps maussade ayant impacté les cultures sous serre.

Les récoltes de plein air, pesant pour 2,4 % de la production totale, ont reculé de 5 % par rapport à la campagne 2015. Le mode de culture sous serre a, quant à lui, progressé de 4 % sur la même période. Le bassin Ouest demeure le principal bassin de production, avec 38 % des volumes récoltés, soit 234 400 tonnes, en quasi-totalité sous serre. Les superficies déployées sont restées stables sur un an, tant sous serre qu'en plein air. La culture sous serre (84 % des surfaces métropolitaines) a toutefois subi une érosion dans les régions méditerranéennes (- 8 % en Languedoc-Roussillon et - 1,3 % en PACA) tandis qu'elle se développait dans les régions de la façade atlantique (+ 8,4 % en Aquitaine).

De janvier à août 2016, les importations de tomates sont restées stables par rapport à 2015, à 372 500 tonnes. Sur cette période, les deux fournisseurs privilégiés de la France, l'Espagne et le Maroc ont représenté près de 80 % des approvisionnements

En 2016, le chiffre d'affaires de la tomate a progressé sous l'effet de la hausse des récoltes



Source : Agreste

extérieurs en tomate. Alors que les importations ont légèrement diminué en provenance de la péninsule ibérique (- 1,3 %), les achats depuis le Maroc ont progressé sensiblement (+ 1,5 %). Au plus fort des importations, en avril 2016, 60 % des tomates présentes sur les étals français provenaient de l'étranger. De leur côté, les exportations se sont accrues de 9 % de janvier à août. Les principaux acheteurs de tomate française demeurent l'Allemagne et la Belgique, qui représentent respectivement 32 % (+ 3 020 tonnes sur un an) et 14 % (+ 1 900 tonnes sur un an) des exportations totales de tomate fraîche française. La tomate est le légume à la fois le plus importé et le plus exporté en France et traditionnellement en déficit. À la faveur d'exportations plus dynamiques, le déficit s'est toutefois réduit en 2016 (- 6,6 % par rapport à 2015).

Les prix de la tomate ont été en retrait marqué jusqu'en juin aussi bien par rapport à 2015 que par rapport à la moyenne 2011-2015 (resp. - 23 % et - 18 % sur le seul mois de juin). Au moment du pic de production, en juillet, la demande a répondu très favorablement à l'offre abondante, favorisant ainsi le rebond des prix à partir de cette date. La progression des cours a toutefois été insuffisante pour infléchir l'évolution observée en début de campagne et les prix se sont repliés de janvier à septembre sur un an (- 1,8 %). La hausse des volumes récoltés a plus que compensé le repli des cours : le chiffre d'affaires cumulé de janvier à septembre a progressé par rapport à la même période de 2015 (+ 2 %).

Chicorée : la production estivale a légèrement progressé par rapport à 2015 et les prix ont reculé

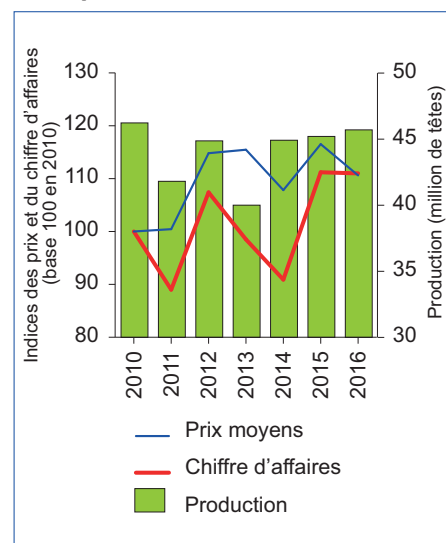
Pour la campagne d'été de la chicorée, de mai à septembre, les surfaces dédiées à la culture des variétés frisée et scarole ont baissé de 3 %, tant par rapport à 2015 qu'à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les récoltes de chicorée ont légèrement progressé sur un an (+ 1 %) et de manière plus marquée par rapport aux cinq dernières campagnes (+ 5 %), pour un total de 47, 5 millions de têtes.

Les précipitations importantes jusqu'à fin juin ont localement entraîné des pertes et des problèmes de qualité, notamment des nécroses, rendant la commercialisation de ces marchandises difficile. La situation s'est améliorée en juillet puis s'est de nouveau dégradée lors des fortes chaleurs d'août et de septembre, l'arrosage ayant été insuffisant pour empêcher la détérioration des récoltes.

Les importations cumulées sur la période de mai à août sont restées stables sur un an, en progression nette toutefois par rapport à la moyenne 2011-2015 (+ 18 %). Dans le même temps, les exportations, sur des volumes réduits, ont également augmenté, + 29 % par rapport à la campagne précédente et + 28 % par rapport à la moyenne 2011-2015, permettant de réduire de 14 % le déficit des échanges extérieurs de la chicorée en 2016, qui s'établit à 4 550 tonnes.

La campagne estivale de la chicorée a débuté à des niveaux de prix en repli sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015. Par la suite, les prix ont progressé tout au long de la campagne mais un décrochage des cours a été observé en septembre. Sur l'ensemble de la campagne, le prix moyen

En 2016, le chiffre d'affaires de la chicorée s'est quasiment maintenu, le recul des prix ayant été compensé par la hausse de la production estivale



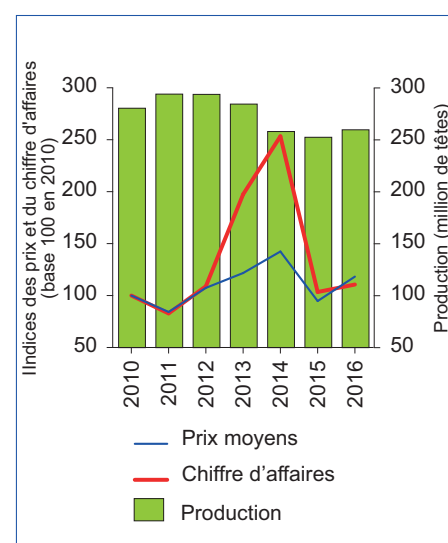
Source : Agreste

est resté sous le niveau de 2015. Avec une production en légère hausse et des prix en baisse, le chiffre d'affaires cumulé de mai à septembre 2016 s'est quasiment maintenu par rapport à la campagne précédente.

Laitue : une progression des récoltes de laitues d'été, bénéficiant d'un marché haussier jusqu'en juillet 2016

La campagne estivale de la laitue (mai-septembre) a été marquée par une nette progression des surfaces (+ 14 % sur un an, soit + 4 300 ha), avec toutefois de fortes hétérogénéités variétales. Les surfaces en batavia, laitues à couper et autres pommées ont augmenté (respectivement + 5 %, + 29 % et + 13 % sur un an), alors que celles en romaine (3 % de la surface totale) reculaient (- 31 %). La production a progressé de 3 % sur un an, à 60 millions de têtes, en repli toutefois de 6 % par rapport à la moyenne 2011-2015. À la suite des inondations de la fin du printemps, de fortes pertes ont été observées localement. Les récoltes du bassin Nord ont ainsi reculé de 22 % en juin sur un an. La hausse globale des récoltes a été davantage marquée en août (+ 7 %) et en septembre (+ 6 %) en dépit des fortes chaleurs qui ont pénalisé la

En 2016, le chiffre d'affaires de la laitue a progressé sur un an, sous l'effet de la hausse des prix et des récoltes



Source : Agreste

production et fragilisé la marchandise au cours de sa commercialisation.

De mai à août 2016, le déficit des échanges extérieurs de laitue s'est creusé de 640 tonnes sur un an (+ 3 %), sous le double effet de la baisse des exportations (- 1,5 %) et de la progression des importations (+ 2,6 %). En moyenne sur la période, près d'une salade sur quatre (23 %)

sur les états français a été importée, principalement d'Espagne qui regroupe, à elle seule, 59 % des importations françaises de laitue.

La campagne 2016 des laitues d'été a démarré à des niveaux de prix en forte hausse par rapport à 2015. De mai à juillet, les prix de la laitue ont progressé de 25 % sur un an et de 24 % par rapport à la moyenne 2011-2015.

La campagne estivale s'est achevée avec des prix en baisse à partir de septembre par rapport à la campagne précédente, sous l'effet de la montée en puissance de l'offre. Sur l'ensemble de la campagne, les prix ont augmenté de 25 % sur un an. Dans ce contexte de marché favorable et de production en hausse, le chiffre d'affaires cumulé de mai à septembre 2016 a progressé de 7 % sur un an.

Sources et définitions

Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques sur les productions : statistique annuelle agricole (Agreste)
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Prix : données RNM et traitées par le SSP

Définitions

- Indice du chiffre d'affaires : chiffre d'affaires cumulé depuis le 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois disponible pour la rédaction de la synthèse (indice base 100 en 2010).
- Indice du prix moyen : prix moyen sur la période allant du 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois disponible pour la rédaction de la synthèse (indice base 100 en 2010).
- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - DISAR » pour les séries détaillées
- dans « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour des séries longues :
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/article/bulletin-mensuel-8485>
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Infos rapides légumes, octobre 2016
- « Des conditions climatiques favorables aux récoltes et à la demande tout au long de la campagne » Synthèses légumes n° 2015/278, octobre 2015



En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé

En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé, en légère hausse sur un an pour la troisième année consécutive après le redressement de la production en 2013, faisant suite aux travaux de mise aux normes des cages de poules pondeuses en 2011 et 2012. De son côté, la consommation d'œufs par les ménages s'est légèrement repliée. Le solde du commerce extérieur des œufs de consommation demeure largement positif en valeur mais est devenu légèrement négatif en volume, les importations ayant augmenté plus rapidement que les exportations. En parallèle, les cours à la production ont globalement poursuivi leur redressement en 2015, après avoir chuté en 2013. Sur les neuf premiers mois de 2016, la production est prévue en baisse sur un an. Les prix sont également estimés en retrait au cours du premier semestre, dans un contexte d'augmentation des importations et de repli des exportations.

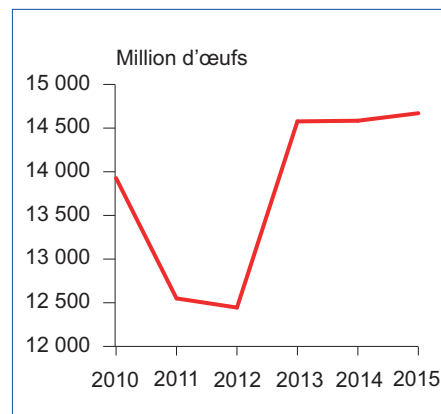
En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé, supérieur à 14,5 milliards d'unités

En 2015, la production française d'œufs de consommation (œufs en coquille + ovoproduits), au premier rang devant l'Espagne, s'est établie à 14,7 milliards d'unités, en très légère augmentation sur un an (+ 0,6 %), selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO. Depuis la reprise de l'activité en 2013 faisant suite aux travaux de mise aux normes des cages de poules pondeuses, la production se maintient à un niveau élevé. De 2010 à 2012, la production française s'était en effet repliée de 11 %, en relation avec cette mise aux normes.

La production française est issue à 68 % des élevages en cages et à

32 % des systèmes alternatifs (agriculture biologique, plein air et au sol). En 2009, la part des élevages en cages représentait 80 % du total de la production d'œufs de consommation.

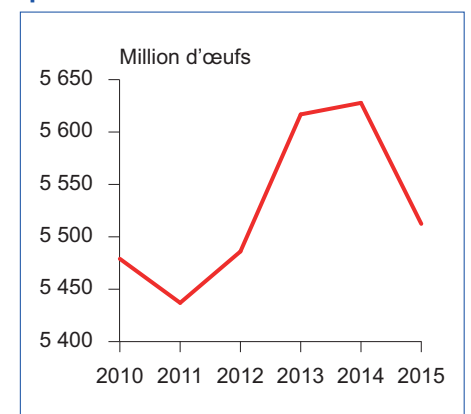
En 2015, la production française d'œufs de consommation est au plus haut



Source : Agreste

En 2015, la consommation d'œufs par les ménages pour leur consommation à domicile, mesurée par le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, s'est repliée

En 2015, les ménages français ont acheté un peu moins d'œufs qu'en 2014



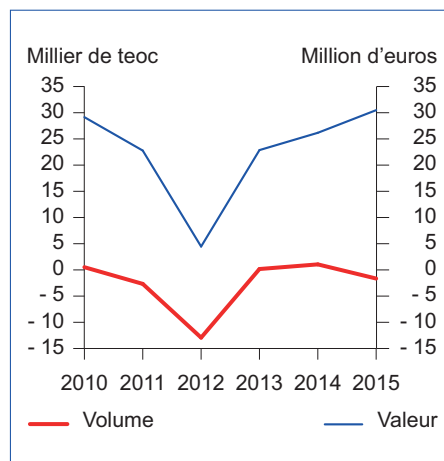
Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

par rapport à 2014 (- 2 %), après une quasi-stabilité en 2014 (+ 0,2 %).

En 2015, le solde du commerce extérieur des œufs a été excédentaire en valeur, mais est redevenu déficitaire en volume

Après avoir enregistré un excédent à la fois en volume et en valeur en 2014, pour la première fois depuis plusieurs années, du fait d'une conjoncture internationale favorable et d'une excellente tenue des exportations françaises, le solde des échanges extérieurs d'œufs de consommation en 2015 est resté bénéficiaire en valeur mais est devenu légèrement négatif en

Le solde du commerce extérieur des ovoproduits est resté positif en valeur de 2010 à 2015

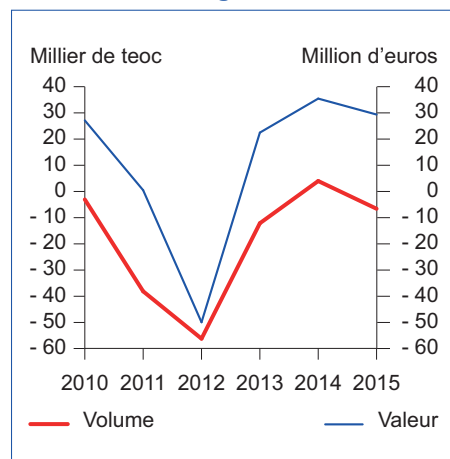


Source : DGDDI (Douanes)

de consommation vers cette zone étaient restées très limitées jusque là. La croissance des exportations a été également forte à destination de l'Asie du nord, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Le recul des exportations vers la Suisse a été moins marqué en 2015 qu'il ne l'a été sur la période 2010-2015.

En 2015, les ventes d'ovoproduits ont progressé sur un an (+ 8 %). Comme pour les œufs de consommation, la

En 2015, le solde du commerce extérieur d'œufs de consommation est redevenu négatif en volume



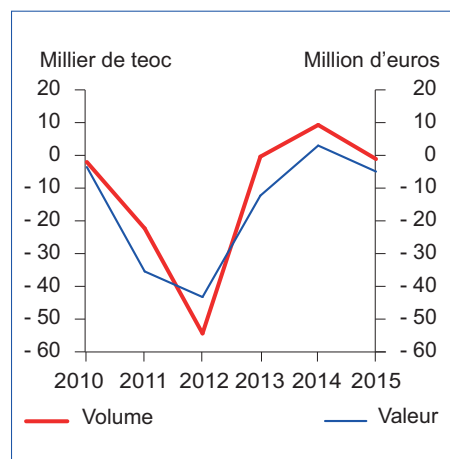
Source : DGDDI (Douanes)

volume, les volumes importés ayant augmenté plus vite que les exportations. Les échanges d'ovoproduits (deux tiers des exportations totales d'œufs de consommation) ont maintenu le solde excédentaire en valeur mais l'ont dégradé en volume, en lien avec les échanges d'œufs en coquille.

En 2015, les exportations françaises d'œufs de consommation ont été dynamiques

Avec plus de 106 000 tonnes-équivalent-coquille, soit 12 % de la production totale, les exportations françaises d'œufs de consommation ont été dynamiques en 2015 (+ 4,5 % par rapport à 2014 contre + 0,4 % en moyenne annuelle de 2010 à 2015).

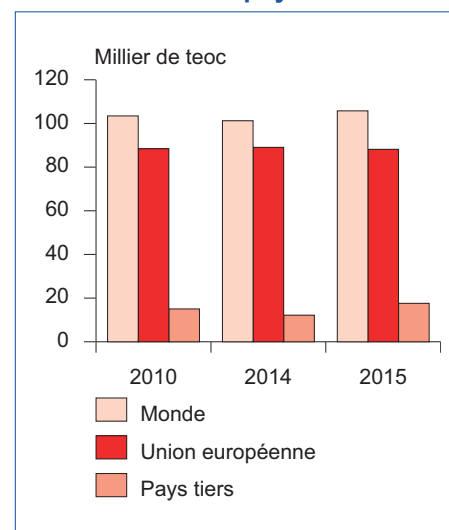
En 2015, le solde des échanges extérieurs d'œufs en coquille a été déficitaire en volume et en valeur



Source : DGDDI (Douanes)

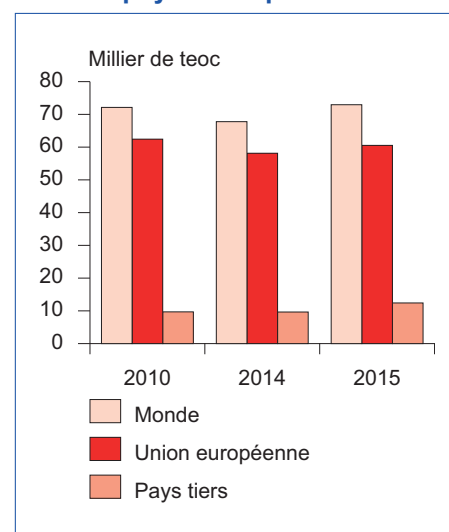
Cette bonne tenue des exportations a concerné les pays tiers (+ 45 % en 2015 et + 5 % en moyenne par an entre 2010 et 2015), notamment les États-Unis et le Canada, alors que les exportations vers l'Union européenne demeuraient quasiment stables. L'épisode de grippe aviaire en 2015 sur le continent nord-américain ayant affecté les poules pondeuses et contraint les éleveurs à abattre des dizaines de millions de poules, plus de 2 300 tonnes-équivalent-œuf-coquille (teoc) ont été exportées par la France à destination de l'Amérique du Nord alors que les exportations françaises d'œufs

Les exportations d'œufs de consommation ont progressé à destination des pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les exportations d'ovoproduits ont été plus dynamiques vers les pays tiers que vers l'UE



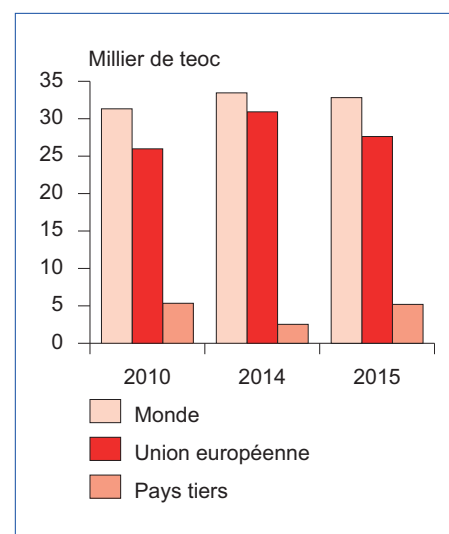
Source : DGDDI (Douanes)

hausse a été plus marquée à destination des pays tiers que de l'UE (+ 29 % contre + 4 %). Ce rythme est nettement supérieur à celui observé entre 2010 et 2015 (+ 0,2 % en moyenne annuelle), période au cours de laquelle les exportations vers l'Union européenne se sont repliées (- 0,6 % en moyenne par an). Entre 2010 et 2015, les ventes d'ovoproduits se sont fortement accrues à destina-

tion des Pays-Bas, de l'Espagne et du Royaume-Uni mais se sont réduites vers l'Allemagne et la Belgique. Les exportations ont fait plus que tripler vers l'Asie du nord et plus que doubler vers l'Afrique subsaharienne.

De leur côté, les exportations d'œufs en coquille ont augmenté de 1 % en moyenne par an, de 2010 à 2015, malgré un repli de 2 % en 2015. Les

Les exportations françaises d'œufs coquilles ont augmenté depuis 2010, mais marquent le pas entre 2014 et 2015



Source : DGDDI (Douanes)

exportations ponctuelles vers l'Amérique du Nord en 2015 n'ont pas suffi à compenser le recul vers nos clients habituels comme les Pays-Bas, la Belgique et le Royaume-Uni.

En 2015, les importations françaises d'œufs de consommation ont augmenté à un rythme bien supérieur à celui observé sur la période 2010-2015

Avec un bond de 16 % en 2015, les importations françaises d'œufs de consommation ont progressé à un rythme beaucoup plus soutenu que sur la période 2010-2015 (+ 1 % en moyenne par an). Tous les principaux fournisseurs européens de la France ont contribué à la hausse tandis que les achats en provenance des pays tiers sont restés anecdotiques. Parmi les deux premiers fournisseurs (Espagne et Pays-Bas), l'Espagne affiche la plus forte hausse en 2015 mais recule en moyenne annuelle sur la période 2010-2015. Ce pays prend des parts de marché aux Pays-Bas dont la progression est restée proche de la moyenne 2010-2015.

Le dynamisme de l'Espagne a été particulièrement marqué pour les œufs en coquille. En 2015, plus de 50 % de nos achats d'œufs en coquille proviennent d'Espagne contre 45 % en 2014. La part des Pays-Bas a reculé, quant à elle, de 29 à 24 % sur la période.

En 2015, les exportations françaises d'œufs de consommation ont progressé de 4,5 % par rapport à 2014, à un rythme plus élevé que la moyenne 2010-2015

Exportations d'œufs de consommation	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)		(%)	
Monde	101 232	105 767	4,5	0,4
Belgique	21 918	22 564	2,9	- 2,8
Pays-Bas	14 674	16 151	10,1	9,4
Royaume-Uni	12 876	13 891	7,9	11,9
Espagne	11 098	11 220	1,1	8,5
Allemagne	10 813	10 861	0,4	- 11,6
Italie	6 982	4 960	- 29,0	- 0,5
Suède	3 091	2 901	- 6,1	2,2
Irlande	600	1 094	82,2	15,3
Moyen-Orient	3 805	4 799	26,1	2,9
Asie du Nord	1 584	2 902	83,2	26,5
Suisse	2 520	2 422	- 3,9	- 14,7
Amérique du Nord	-	2 313	///	///
Afrique subsaharienne	869	1 547	78,1	25,7

Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les exportations françaises d'ovoproduits se sont accrues sur un an, à l'exception des ventes vers l'Italie

Exportations d'ovoproduits alimentaires	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)		(%)	
Monde	67 777	72 948	7,6	0,2
Belgique	16 371	18 119	10,7	- 1,2
Espagne	10 593	11 122	5,0	8,8
Royaume-Uni	8 040	9 493	18,1	6,1
Allemagne	8 520	7 934	- 6,9	- 9,3
Italie	6 665	4 798	- 28,0	- 0,5
Pays-Bas	1 077	3 428	218,5	18,7
Irlande	600	704	17,3	6,0
Moyen-Orient	3 570	4 528	26,8	2,7
Asie du Nord	1 584	2 898	82,9	26,5
Afrique subsaharienne	854	1 045	22,4	20,4
Asie du Sud-Est	556	682	22,7	- 5,5
Suisse	256	314	22,4	- 11,7

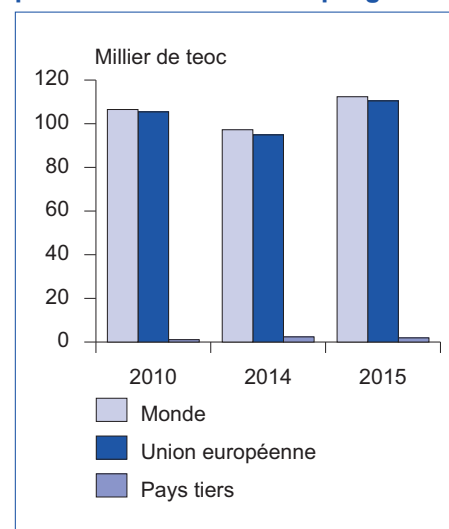
Source : DGDDI (Douanes)

En 2015, les exportations d'œufs en coquille se sont globalement repliées, malgré les ventes exceptionnelles vers l'Amérique du Nord

Exportations d'œufs en coquille	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)			
Monde	33 455	32 819	- 1,9	0,9
Pays-Bas	13 597	12 723	- 6,4	7,5
Belgique	5 547	4 445	- 19,9	- 8,1
Royaume-Uni	4 836	4 398	- 9,0	38,6
Allemagne	2 292	2 927	27,7	- 16,5
Irlande	1	390	///	102,7
Italie	317	162	- 48,9	0,3
Espagne	504	98	- 80,5	- 10,4
Amérique du Nord	-	2 310	///	///
Suisse	2 263	2 108	- 6,9	- 15,1
Afrique subsaharienne	15	502	///	44,6
Moyen-Orient	235	271	15,2	6,5

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations françaises d'œufs de consommation en provenance de l'UE ont progressé



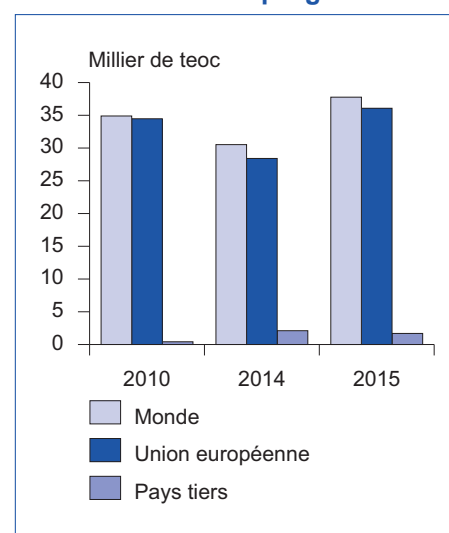
Source : DGDDI (Douanes)

Forte progression des importations françaises d'œufs en 2015, principalement en provenance d'Espagne

Importations d'œufs de consommation	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)			
Monde	97 244	112 363	15,5	1,1
Espagne	29 177	38 362	31,5	- 2,7
Pays-Bas	34 316	36 995	7,8	5,7
Belgique	12 662	13 459	6,3	1,4
Allemagne	7 594	7 850	3,4	- 4,3
Italie	5 763	7 393	28,3	1,9
Portugal	1 071	2 555	138,6	20,4

Source : DGDDI (Douanes)

Entre 2014 et 2015, les importations d'œufs coquille en provenance de l'UE ont nettement progressé



Source : DGDDI (Douanes)

L'Espagne devance nettement les Pays-Bas parmi nos fournisseurs d'œufs en coquille

Importations d'œufs coquille	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)			
Monde	30 522	37 767	24	2
Espagne	13 660	19 120	40	- 3
Pays-Bas	8 963	9 110	2	19
Belgique	1 836	1 986	8	2
Italie	809	1 943	140	15
Allemagne	920	714	- 22	- 19
Portugal	438	663	51	- 14

Source : DGDDI (Douanes)

Pour les ovoproduits, les Pays-Bas demeurent notre premier fournisseur mais maintiennent difficilement leur part de marché, l'Espagne ayant progressé également sur ce créneau.

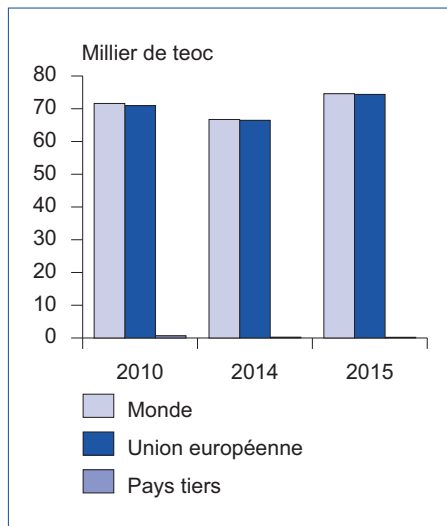
Toutes origines confondues, la croissance des importations françaises d'œufs de consommation sur la période 2010-2015 s'est partagée à parts égales entre les ovoproduits et les œufs en coquille : près de 3 000 teoc supplémentaires pour chacune des catégories. Les importations

En 2015, les Pays-Bas demeurent le premier fournisseur d'ovoproduits, malgré le dynamisme de l'Espagne

Importations d'ovoproduits	2014	2015	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2010 en moyenne annuelle
	(teoc)		(%)	
Monde	66 723	74 596	12	1
Pays-Bas	25 353	27 885	10	3
Espagne	15 517	19 243	24	- 2
Belgique	10 826	11 474	6	1
Allemagne	6 674	7 136	7	- 2
Italie	5 325	6 730	26	5
Portugal	262	613	134	64

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations françaises d'ovoproduits depuis les pays tiers demeurent marginales



Source : DGDDI (Douanes)

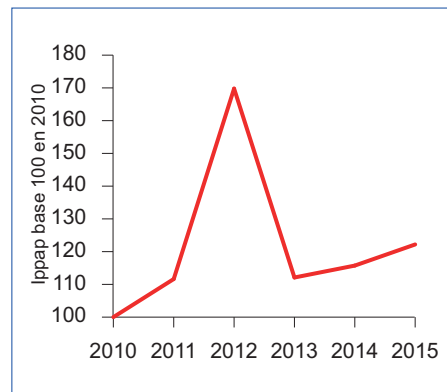
d'œufs en coquille, constituant un tiers des importations totales d'œufs, ont enregistré une progression plus forte que celles des ovoproduits.

En 2015, les importations françaises d'œufs de consommation ont représenté 13 % de la consommation calculée par bilan, soit une proportion en hausse par rapport à 2014 (11 %).

En 2015, les prix à la production des œufs ont progressé

Après des prix en progression en 2014 (+ 3,3 % par rapport à 2013), grâce à la bonne tenue des exportations et malgré une production élevée, les cours français à la pro-

En 2015, les prix français à la production des œufs ont été plutôt bien orientés



Sources : Insee, Agreste

duction ont prolongé leur hausse en 2015 (+ 6 % sur un an). En recul sur la première moitié de l'année 2015, les prix se sont redressés à partir de juin 2015, l'épisode de grippe aviaire aux États-Unis ayant conduit ce pays à des importations massives auprès de l'Union européenne et notamment de la France. Sur un an, les cours se sont accrus de 9 % en juin et jusqu'à plus de 19 % en août.

En 2011 et surtout 2012, pendant la période de baisse importante de la production résultant de la mise aux normes des cages, les prix à la production des œufs de consommation s'étaient envolés. Après le net redressement de la production en 2013 (+ 17 % par rapport à 2012), le marché avait marqué le pas et les prix à la production avaient alors chuté. À partir de septembre 2013, l'activité de produc-

tion et les échanges sur les marchés nationaux et internationaux avaient repris et les cours étaient repartis à la hausse, tout en restant largement inférieurs à ceux de fin 2012.

La production d'œufs de consommation est estimée en baisse sur les neuf premiers mois de 2016

De janvier à mai 2016, les mises en place de poussins de poulettes de pontes se sont repliées de 2,5 % par rapport à la même période de 2015. En conséquence, le modèle de prévision prévoit une baisse de près de 3 % sur un an de la production française d'œufs de consommation au cours des neuf premiers mois de 2016.

De son côté, le suivi des achats d'œufs par les ménages réalisé par le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer affiche une progression de 1,4 % sur un an au premier semestre 2016. Sur

La production mondiale d'œufs en 2013 et européenne en 2015

En 2013, les estimations de la FAO indiquent une production annuelle mondiale d'œufs proche de 1 300 milliards d'unités. La production se répartit de la façon suivante : Afrique (61 milliards d'unités), Amérique (255 milliards d'unités), Asie (775 milliards d'unités), Europe (190 milliards d'unités), Océanie (5 milliards d'unités). La Chine est le premier pays producteur avec près de 500 milliards d'unités. Les États-Unis produisent 95 milliards d'œufs.

En 2015 en Europe, la France arrive en tête des pays producteurs avec près de 896 milliers de teoc, suivie par l'Espagne (860 milliers de teoc), l'Italie (807 milliers de teoc) et l'Allemagne (801 milliers de teoc). Les autres pays européens se placent plus loin derrière (Royaume-Uni : 713 milliers de teoc).

Les systèmes d'élevage en Europe pour la production d'œufs de consommation

En 2014, parmi les principaux producteurs européens (plus de 20 millions de poules pondeuses en activité en moyenne par an), la part des poules pondeuses en élevage alternatif à celui en cage (bio, plein air et au sol) est variable suivant les pays, selon la commission européenne. Très majoritaire en Allemagne (89 % dont 9 % de bio) et aux Pays-Bas (84 %), la part des élevages « alter » reste limitée pour l'instant en Italie (35 %) et en France (31 %) et très minoritaire en Pologne (13 %) et en Espagne (7 %).

L'Allemagne a la plus forte proportion d'élevages d'œufs biologiques %

Part de chaque type d'élevage selon le pays producteur	Cage	Alternatif			
	Total	Total	Plein air	Sol	Biologique
Allemagne	10,6	89,4	18,0	62,4	9,0
Pays-Bas	15,8	84,2	15,8	63,8	4,6
Italie	65,1	34,9	2,7	30,2	2,0
France	69,5	30,5	17,3	6,5	6,7
Pologne	87,5	12,5	10,0	2,3	0,2
Espagne	93,2	6,8	4,0	2,4	0,4

Source : Commission européenne

la même période, les prix à la production ont diminué de près de 5 % dans un contexte de concurrence accrue sur les marchés national et européen : importations d'œufs de consommation en hausse (+ 6 %), exportations en stagnation. Pour les exportations, la situation est contrastée selon les destinations : - 4 % vers l'Union européenne mais + 25 % vers les pays tiers. Concernant les importations, la progression la plus forte est enregistrée en provenance d'Italie (+ 55 % au 1^{er} semestre 2016).

Sources et définitions

- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Modèle (SSP-Itavi-CNPO) pour la production d'œufs de consommation :
Les éclosions de poulettes pour la ponte sont connues chaque mois grâce à l'enquête auprès des accoueurs. Ce chiffre est ensuite corrigé du solde du commerce extérieur des poussins d'un jour afin d'obtenir les mises en places réelles du mois.
Les mises en places du mois permettent d'estimer l'effectif de poules en début de ponte pour le mois n + 6, après avoir tenu compte des pertes. Sachant qu'une poule pond pendant près d'un an, il est alors possible d'estimer chaque mois le cheptel de pondeuses en production. Le nombre moyen d'œufs pondus par poule étant par ailleurs connu (Itavi), il reste à multiplier ce chiffre par l'effectif de poules pour obtenir la production mensuelle, puis annuelle.
Les mises en place de poussins de pondeuses sont scindées en 2 groupes : une partie dénommée pondeuses en cage et une partie dénommée pondeuses alter (pour les poules élevées au sol, en plein air, BIO). La répartition se fait sur une base de 68 % - 32 % en 2016, mise à jour régulièrement.
Le cumul des productions calculées à partir de chacune des mises en place mensuelles donne la production pour un mois donné, un semestre plus tard.
- Élevage « alter » : il correspond aux élevages alternatifs à ceux en cage : sol, plein air et bio.
- Le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer pour les achats des ménages pour leur consommation à domicile
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- FranceAgriMer-RNM pour les cotations
- Eurostat pour les données relatives à l'Union européenne
- FAO pour les données sur la production mondiale
- Les ovoproduits désignent tout ou partie du contenu des œufs séparés de la coquille, seuls ou en combinaison avec des ingrédients ajoutés, destinés à la consommation humaine.
- Tonne-équivalent-œuf-coquille : unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des œufs entiers et des produits à base d'œufs sous toutes leurs présentations : œufs entiers sans coquille, blancs seuls, jaunes seuls, séchés ou non, etc.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour des séries longues : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/article/bulletin-mensuel-8485>
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de canards gras sont encore en forte baisse en juillet », Infos rapides Aviculture n° 8/11, septembre 2016
- « Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015 », Synthèses Aviculture, n° 2016/291, juin 2016
- « Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse et retrouve son niveau de 2007 », Synthèses Aviculture, n° 2016/285, avril 2016

Pour nous contacter : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Octobre 2016 - n° 2016/296

Synthèses

[Retour éditorial](#)

Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an

En rupture avec la tendance haussière observée lors des cinq trimestres précédents, la production des industries alimentaires et boissons (IAA) a diminué sur un an au 2^e trimestre 2016. Cette baisse a touché à la fois les boissons et les produits alimentaires. Après avoir été particulièrement dynamique au 1^{er} trimestre 2016, la consommation de produits agroalimentaires s'est stabilisée sur un an au 2^e trimestre. À cette stagnation de la demande intérieure s'est ajouté le recul des exportations. Dans le même temps, les importations ont continué de croître, conduisant à une réduction de l'excédent commercial pour le troisième trimestre consécutif. Au 2^e trimestre 2016, le chiffre d'affaires s'est maintenu sur un an malgré le recul de la production et des prix à la production. L'emploi dans les IAA a, quant à lui, légèrement progressé entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016.

Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

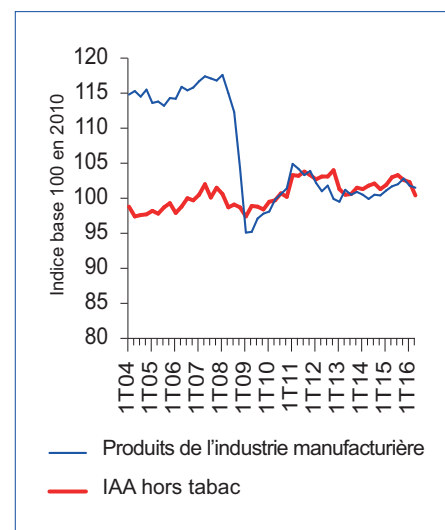
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons.

Au 2^e trimestre 2016, la production en volume des IAA s'est contractée sur un an

Pour la première fois depuis le premier trimestre 2014, la production en volume des industries agroalimentaires a diminué sur un an au 2^e trimestre 2016. Avec trois jours ouvrables supplémentaires par rapport au 2^e trimestre 2015, le repli de la production, en données brutes, reste limité (- 0,5 % sur un an). En revanche, corrigé des jours ouvrables (CVS-CJO), le recul est plus sensible (- 2,5 %). Cette baisse s'explique par la diminution conjointe des fabrications de boissons et de produits alimentaires.

Entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016, la production des industries alimen-

Au 1^{er} trimestre 2016, la production en volume des IAA s'est contractée sur un an



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

taires a reculé de 2,3 % corrigée des jours ouvrables, mais de seulement 0,3 % en brut. Cette évolution s'inscrit en rupture avec les hausses constatées depuis le début de l'année 2015 et s'explique par la baisse de la plupart des fabrications. Seule la production des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a progressé sur la période tant en brut qu'en CVS-CJO. Le 2^e trimestre 2016 a enregistré un recul des fabrications de boissons (- 2,1 % sur un an en brut et - 3,6 % en CVS-CJO) plus soutenu que lors des deux trimestres précédents. Cette baisse confirme ainsi le repli sur un an amorcé fin 2015, après les hausses trimestrielles successives enregistrées depuis le début de l'année 2014. Comme au 1^{er} trimestre 2016, cette diminution s'explique essentiellement par le repli de la production de *boissons rafraîchissantes* (non alcoolisées).

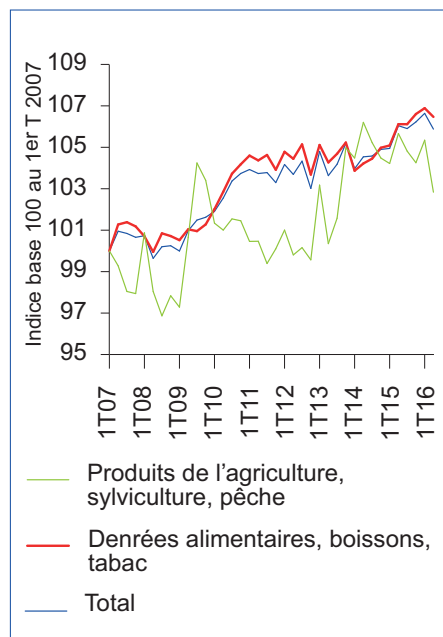
Au 2^e trimestre 2016, la consommation des ménages est restée stable sur un an

En rupture avec les hausses observées chaque trimestre depuis le 1^{er} janvier 2015, la consommation en volume de produits agroalimentaires est demeurée quasiment stable sur un an au 2^e trimestre 2016 (- 0,2 %). L'évolution diffère toutefois selon les produits. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) consommés par les ménages ont reculé de 2,7 % sur un an au 2^e trimestre 2016. À l'inverse, la consommation de produits transformés (denrées alimentaires, boissons, tabac) a légèrement augmenté (+ 0,3 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016). Cette dernière marque toutefois le pas par rapport aux trimestres précédents.

Au 2^e trimestre 2016, l'excédent commercial des IAA s'est réduit pour le troisième trimestre consécutif

Avec des exportations en baisse de 1 % à 10,8 milliards d'euros et des importations en hausse de 1 %

Au 2^e trimestre 2016, la consommation s'est stabilisée sur un an pour les produits transformés mais a baissé pour les produits agricoles bruts



Source : Insee, comptes trimestriels - traitement SSP
Indice CVS-CJO

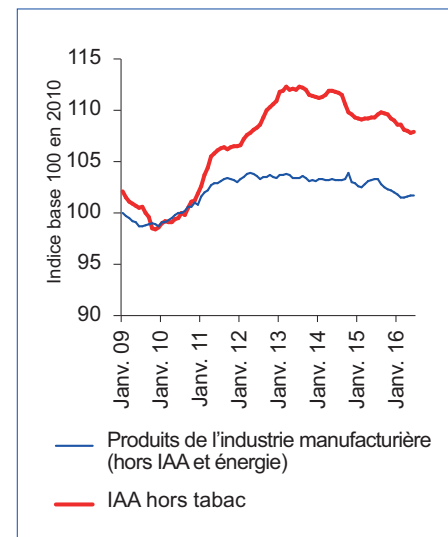
à 9,2 milliards d'euros, l'excédent commercial des IAA s'est réduit entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016 pour la troisième fois consécutive. Tout en demeurant à un niveau relativement élevé, l'excédent commercial des boissons s'est contracté (- 1 %). Le déficit commercial des produits alimentaires s'est, quant à lui, une nouvelle fois dégradé (+ 17,5 % sur un an), dépassant 1,1 milliard d'euros.

Au 2^e trimestre 2016, les prix à la production des produits des industries alimentaires ont reculé sur un an tandis que ceux des boissons ont augmenté

Au 2^e trimestre 2016, le chiffre d'affaires des IAA est resté stable par rapport au 2^e trimestre 2015 (+ 0,1 %) malgré le léger recul de la production et l'accélération de la baisse des prix à la production (- 1,3 % sur un an contre - 0,6 % entre les 1^{ers} trimestres 2015 et 2016) (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*). Cette baisse des prix provient de la diminution des prix à la production des produits alimentaires (- 1,8 % par rapport au 2^e trimestre 2015), et plus particulièrement des cours du lait et des pro-

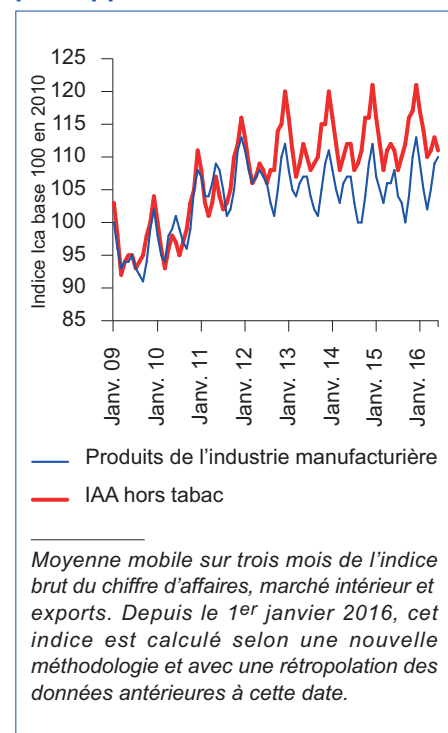
duits laitiers ainsi que des aliments pour animaux, les prix à la production des boissons ayant, quant à eux, progressé (+ 1,4 % sur la période).

Au 2^e trimestre 2016, les prix à la production des IAA ont poursuivi leur repli sur un an



Source : Insee - indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

Au 2^e trimestre 2016, le chiffre d'affaires des IAA s'est stabilisé par rapport au 2^e trimestre 2015



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (Ica)

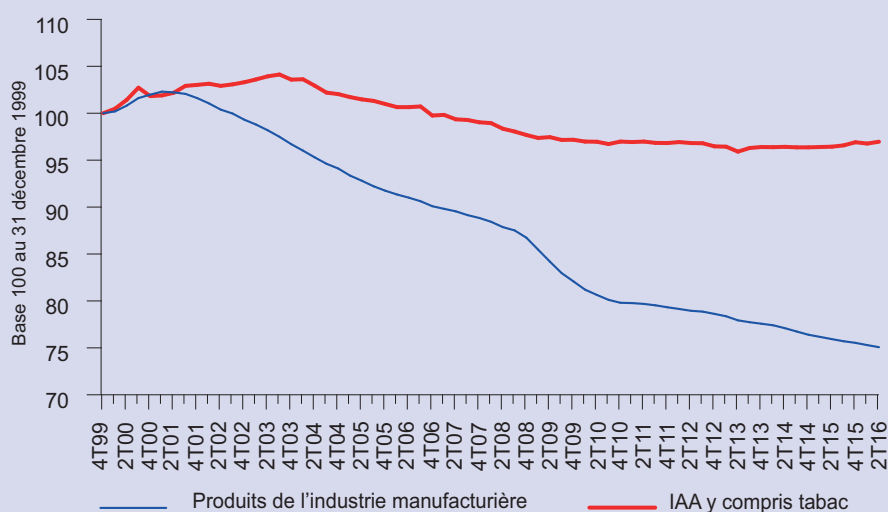
Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut du chiffre d'affaires, marché intérieur et exports. Depuis le 1^{er} janvier 2016, cet indice est calculé selon une nouvelle méthodologie et avec une rétropolation des données antérieures à cette date.

Le nombre de salariés dans les IAA s'est légèrement accru sur un an au 2^e trimestre 2016

Au 2^e trimestre 2016, les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) ont employé 552 200 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit une hausse de 0,5 % par rapport au 2^e trimestre 2015 et de 0,2 % par

rapport au trimestre précédent. Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a diminué de 1,1 % sur un an, soit environ 31 000 emplois de moins. Fin juin 2016, l'industrie manufacturière employait 2,7 millions de salariés.

Au 2^e trimestre 2016, l'emploi salarié dans les IAA a légèrement progressé sur un an



Source : Insee - Emploi en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

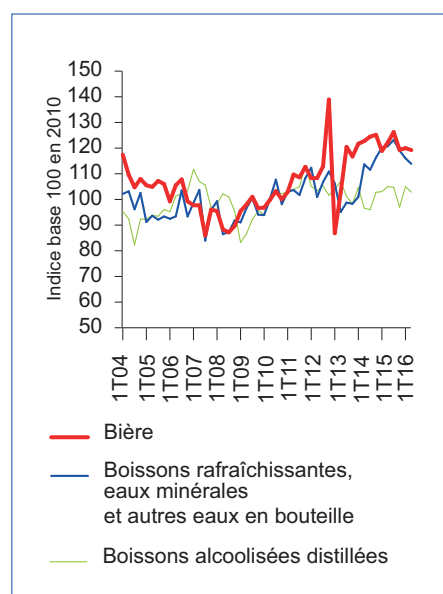
teurs ont également impacté la production de *bière*, en diminution de 0,9 % sur un an au 2^e trimestre 2016, malgré l'organisation de l'Euro 2016 de football en France du 10 juin au 10 juillet 2016. Les fabrications de *boissons alcooliques distillées* ont suivi la même évolution (- 0,8 % sur un an en brut). Les *champagne et mousseux* ont de leur côté mieux résisté, leur production étant restée stable.

Comme au trimestre précédent, la baisse de la production de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées*, et donc plus globalement de *boissons*, est néanmoins à relativiser dans la mesure où les volumes produits au 2^e trimestre 2015 avaient fortement augmenté sur un an, affichant même un niveau record, grâce à la douceur du printemps 2015 et aux pics de chaleur du début et de la fin du mois de juin 2015. Ainsi, si l'on fait abstraction de ce niveau de production exceptionnel, les fabrications de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées* et donc de *boissons*, ont atteint le niveau le plus élevé enregistré pour un 2^e trimestre depuis 1990. Le chiffre d'affaires des *boissons* a, quant à lui, très légèrement diminué (- 0,3 % sur un an), la poursuite de la hausse des prix à la production (+ 1,4 %) ayant compensé, en partie, le recul de la production.

Au 2^e trimestre 2016, la production et l'excédent commercial des boissons ont reculé sur un an mais demeurent à des niveaux élevés

Entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016, la production de *boissons*, hors vins, s'est contractée (- 2,1 % en brut et - 3,6 % en CVS-CJO) pour le troisième trimestre consécutif. Ce repli s'explique essentiellement par la diminution des fabrications de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées* (- 9,8 % en brut sur un an), qui se maintiennent néanmoins à un niveau élevé. Ces dernières ont souffert d'une météo printanière pluvieuse et moins douce que l'année dernière, d'un contexte économique morose et d'une baisse notable de la fréquentation des cafés - restaurants en lien avec les attentats ayant affecté la France. Ces différents fac-

Au 2^e trimestre 2016, la production de boissons a reculé sur un an



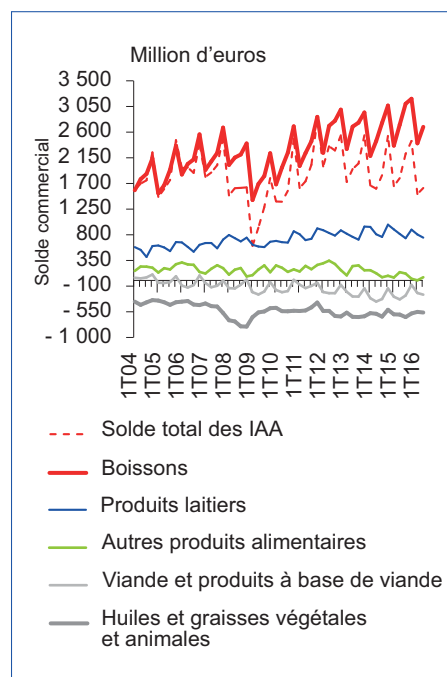
Source : Insee - Indice de production industrielle (Ipi) CVS et CJO

Après six trimestres de hausse, l'excédent commercial des *boissons* en valeur s'est réduit sur un an au 2^e trimestre 2016 (- 1 %). Ce recul s'explique essentiellement par l'augmentation des importations (+ 3 % soit + 23,2 millions d'euros), et, dans une moindre mesure, par la légère baisse des exportations (- 0,3 %, soit - 15 millions d'euros).

Au 2^e trimestre 2016, les importations ont été tirées par les achats de *bière* et de *boissons rafraîchissantes* (resp. + 8 % et + 7 %), essentiellement depuis l'Union européenne. Pour les *boissons rafraîchissantes*, cette évolution est exclusivement imputable à un effet prix, les volumes importés étant demeurés stables. Les exportations ont, de leur côté, été pénalisées par le recul des ventes de *vins* (- 3 %), tant vers les pays de l'Union européenne que vers les pays tiers.

Elles ont en revanche été soutenues par la croissance des ventes de *boissons alcooliques distillées* (+ 1 %), en particulier vers les États-Unis et l'Union européenne, et par celles de *champagne et mousseux*, dynamisées par la demande en provenance aussi bien des pays tiers que de l'Europe.

Au 2^e trimestre 2016, l'excédent commercial des boissons a diminué sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

La production de viande et produits à base de viande s'est stabilisée sur un an

Malgré trois jours ouvrables supplémentaires au 2^e trimestre 2016, la production de *viande et produits à base de viande*, représentant 30 % de la production totale des industries alimentaires, s'est stabilisée sur un an, en données brutes, après trois trimestres consécutifs de hausse. Elle s'est en revanche contractée de 2,7 % à nombre de jours ouvrables équivalent.

La production de *viande de boucherie et produits d'abattage* a une nouvelle fois augmenté sur un an (+ 3,3 % en brut). Elle a été tirée par la hausse des abattages de porcs liée à l'accroissement de la demande asiatique (en particulier chinoise, mais aussi hong-

kongaise et japonaise), ainsi que par celle de bovins, la crise dans le secteur laitier conduisant à réformer un plus grand nombre de vaches laitières. À l'inverse, les fabrications de *viande de volaille* se sont contractées de 5,3 % (en brut), en lien avec la baisse des mises en place de poussins et l'interdiction de celles de canards à gaver du 18 janvier au 16 mai 2016 dans le Sud-Ouest de la France, à la suite de la découverte de cas d'influenza aviaire. La production de *produits à base de viande* a, elle aussi, reculé sur un an (- 1,7 % en brut).

Entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016, les prix à la production de *viande et produits à base de viande* se sont maintenus tandis que le chiffre d'affaires est reparti à la baisse (- 1,4 % sur un an) après une brève stabilisation au 1^{er} trimestre 2016 (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

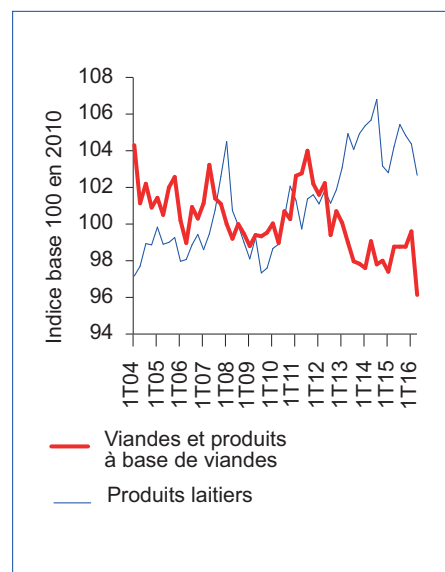
D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, la baisse des volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour leur consommation à domicile observée depuis le 2^e trimestre 2014 s'est accélérée au 2^e trimestre 2016 (- 3 % sur un an, soit près de 12 000 tonnes). Les quantités achetées par les ménages ont ainsi atteint leur plus bas niveau depuis 2008. Cette diminution de la consommation touche toutes les catégories de viande. La viande bovine est la moins impactée par la diminution des achats des ménages au 2^e trimestre (- 0,3 % sur un an, soit - 367 tonnes), et la viande porcine la plus pénalisée (- 2,6 % soit environ - 6 200 tonnes), après une stabilisation de la consommation de cette dernière au 1^{er} trimestre 2016. Les achats de viande d'autres espèces (gibier, etc.) ont également fortement reculé (- 20,3 % soit un peu plus de 3 500 tonnes). Le constat est le même en ce qui concerne la viande de volailles : les achats ont diminué de 2,1 % entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016 après s'être stabilisés sur un an lors des deux trimestres précédents. Le repli de la consommation de volaille affecte toutes les catégories de viande : les achats de poulet ont diminué de 1,2 % sur un

an (1 040 tonnes), ceux de canard de 20,2 % (1 422 tonnes), ceux de pintade de 7,5 % (220 tonnes) et ceux de dinde de 0,6 % (135 tonnes).

Dans la continuité des améliorations constatées chaque trimestre sur un an depuis le début de l'année 2015, le déficit commercial en valeur des *viande et produits à base de viande* s'est réduit au 2^e trimestre 2016 (- 24 % sur un an), grâce à une diminution des importations supérieure à celle des exportations (resp. - 9 % et - 4 %). La contraction des importations porte sur les *viande de boucherie et produits d'abattage*, en recul accéléré sur un an par rapport au 1^{er} trimestre 2016 (- 16 % contre - 13 %), et les *produits à base de viande* (- 1 %), les achats de *viande de volailles* étrangère ayant augmenté sur la période (+ 5 %).

Dans le même temps, les exportations de *viande de boucherie et produits d'abattage* se sont accrues de 2 % tandis que celles de viande de volailles se repliaient de 23 %, en raison, notamment, de la perte de parts de marché au Moyen-Orient au profit du Brésil. Les ventes de *produits à base de viande* ont, quant à elles, augmenté (+ 3 %) et les importations légèrement diminué (- 1 %).

Au 2^e trimestre 2016, la production de viandes et produits laitiers a diminué sur un an en CVS-CJO



Source : Insee - Indice de production industrielles (Ipi) CVS et CJO

La production de produits laitiers s'est stabilisée sur un an dans un contexte de prix toujours en baisse

Après deux trimestres de hausse, la production de *produits laitiers* s'est stabilisée sur un an au 2^e trimestre 2016 (- 0,2 % en brut) malgré trois jours ouvrables supplémentaires. Corrigée des jours ouvrables, elle s'est en revanche contractée sur un an (- 1,5 %), dans un contexte où la collecte de lait baisse en France et ralentit globalement dans l'Union européenne. L'évolution diffère toutefois selon les produits. Les productions de *lait liquide*, *crème de lait* et *produits frais*, de *beurre* et de *glaces et sorbets* ont poursuivi leur croissance. À l'inverse, les fabrications de *fromages* et de *laits secs* se sont contractées. Le chiffre d'affaires a, de son côté, poursuivi son recul entamé début 2015 (- 2,3 %), pénalisé par l'accélération de la baisse des prix à la production sur un an pour le deuxième trimestre consécutif (- 4,5 % au 2^e trimestre 2016 contre - 3,8 % au 1^{er} trimestre 2016).

Selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, l'évolution des volumes de produits laitiers achetés par les ménages pour leur consommation à domicile au 2^e trimestre 2016 masque des divergences selon les catégories de produits. Ainsi, les achats de lait de consommation liquide ont de nouveau reculé sur un an (- 1,9 %), mais à un rythme plus modéré que lors des trois trimestres précédents. À l'inverse, la consommation de fromages s'est accrue pour le quatrième trimestre consécutif (+ 3,5 % sur un an). Les achats de beurre ont également progressé tandis que ceux de produits ultra-frais, tels que les fromages frais et yaourts frais, et de crème se maintenaient sur la période.

Au 2^e trimestre 2016, la dégradation en valeur de l'excédent commercial des *produits laitiers* s'est poursuivie pour le quatrième trimestre consécutif (- 8 % sur un an) sous l'effet d'une baisse des importations inférieure à celle des exportations (resp. - 4 % et - 6 %). Cette dégradation du solde

commercial a toutefois été moins marquée qu'aux deux trimestres précédents. La baisse des exportations est particulièrement sensible pour la *poudre de lait écrémé* - en raison notamment du recul important de la demande égyptienne - mais aussi pour les *fromages*, la *poudre de lait entier* ainsi que les *caséines* et *caséinates*.

Du côté des importations, la diminution a essentiellement concerné le *beurre*, le *lait en poudre entier* et les *fromages*. La baisse de l'excédent commercial des *produits laitiers* est uniquement liée à un effet prix, l'excédent commercial ayant progressé en volume sur un an au 2^e trimestre 2016 grâce à la hausse des exportations et à la baisse des importations.

Pour le deuxième trimestre consécutif, la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est repliée au 2^e trimestre sur un an

Au 2^e trimestre 2016, le recul de la production de *produits de la boulangerie-pâtisserie* et *pâtes alimentaires* entamé au trimestre précédent s'est accéléré (- 3 % sur un an en brut et - 4,3 % en CVS-CJO). Il résulte de l'accélération du repli de la production de *biscuits*, *biscottes*, *pâtisseries de conservation* (- 5,6 % sur un an en brut), qui représente l'essentiel du poste (78 %) et qui a plus que compensé la hausse de la production de *pâtes alimentaires* (+ 5,6 % en brut). Cette dernière a été favorisée par le recul des cours du blé dur en lien avec l'accroissement de la production nationale et mondiale (canadienne notamment).

Les prix à la production ont, pour leur part, poursuivi leur baisse engagée au troisième trimestre 2014 (- 0,6 % sur un an), mais à un rythme un peu moins soutenu qu'au trimestre précédent. Malgré le recul conjoint de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a continué de progresser au 2^e trimestre 2016 (+ 3,6 % sur un an) (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

Comme au 1^{er} trimestre 2016, la réduction du déficit commercial s'est

poursuivie en valeur (- 11 % sur un an au 2^e trimestre). Cette amélioration s'explique par la progression plus soutenue des exportations que des importations (resp. + 13 % et + 7,5 %), en particulier de *pain*, *pâtisseries* et *viennoiseries fraîches* et de *biscuits*, *biscottes*, *pâtisseries de conservation*. En volume, le déficit a également de nouveau diminué grâce à la baisse des importations et à la hausse des exportations de *pain*, *pâtisseries* et *viennoiseries fraîches* et de *biscuits*, *biscottes*, *pâtisseries de conservation*.

Les importations de *pâtes alimentaires* ont, quant à elles, progressé sur un an en volume tout en demeurant stables en valeur, tandis que les exportations se sont maintenues en volume mais ont diminué en valeur en raison de la baisse des cours du blé dur.

Au 2^e trimestre 2016, la production d'aliments pour animaux a poursuivi son repli sur un an

Au 2^e trimestre 2016, la production d'*aliments pour animaux* s'est une nouvelle fois contractée sur un an (- 3,8 % en brut et - 6 % en CVS-CJO), prolongeant la baisse entamée au 2^e trimestre 2013. Ce recul s'explique par la diminution conjointe de la production d'*aliments pour animaux de ferme* et d'*aliments pour animaux d'agrément*. Comme au trimestre précédent, le repli de la production d'*aliments pour animaux de ferme* touche l'ensemble des aliments destinés aux ruminants. Ce moindre recours aux aliments s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : des conditions climatiques printanières favorables à l'alimentation à l'herbe, la crise dans le secteur laitier, la baisse du cheptel porcin intervenue fin 2015, l'épisode de grippe aviaire ayant affecté les canards fin 2015, et enfin le repli des mises en place de poussins et de poulettes pondeuses au 1^{er} trimestre 2016.

Dans la lignée des cours des céréales, la baisse des prix à la production des *aliments pour animaux* débutée fin 2013 s'est, de son côté, accélérée sur un an au 2^e trimestre 2016 (- 5,4 % contre - 2,5 % entre les 1^{ers} trimestres 2015 et 2016). Sous l'effet de la baisse

conjuguée de la production et des prix, le chiffre d'affaires a de nouveau reculé (- 3,8 % sur un an).

Au 2^e trimestre 2016, la dégradation de l'excédent commercial des *aliments pour animaux* débutée fin 2015 s'est accentuée (- 13 % sur un an). Elle provient du repli des exportations vers l'Union européenne et de la hausse des importations, tant depuis l'Union européenne que des pays tiers. Contrairement au trimestre précédent, cette évolution ne reflète pas uniquement un effet prix : pour la première fois depuis la fin 2013, l'excédent commercial en volume a diminué sur un an (- 6 %), les exportations ayant davantage reculé que les importations. Par ailleurs, cette détérioration du solde extérieur résulte essentiellement de l'évolution des échanges d'*aliments pour animaux d'agrément*, à savoir une baisse soutenue des exportations et une relativement forte hausse des importations, tant en valeur qu'en volume.

Au 2^e trimestre 2016, le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes a de nouveau progressé

Au 2^e trimestre 2016, le recul de la production de *produits à base de fruits et légumes* s'est accentué sur un an (- 5,4 % contre - 0,6 % au 1^{er} trimestre en brut et resp. - 6,6 % et - 1,7 % en CVS-CJO), prolongeant la baisse entamée au 2^e trimestre 2015. Ce repli est toutefois à nuancer dans la mesure où l'essentiel de la transformation, qui a habituellement lieu entre juin et octobre, avait été avancé en 2014 et 2015 en raison d'un calendrier de production plus précoce. Le niveau de la production reste par ailleurs supérieur au bas niveau atteint pour le même trimestre en 2013.

La production de *préparations et conserves de légumes*, qui représente la moitié du poste, est celle qui a le plus diminué (- 12,2 % sur un an en brut), les conditions climatiques ayant été défavorables à la production et à la qualité de certains produits (chou-fleur notamment en mars - avril et juin). Après avoir progressé au trimestre précédent, les

préparations et conserves à base de pommes de terre ont également diminué (- 2,6 % sur un an en brut), en lien avec la hausse des prix des pommes de terre. Les fabrications de *préparations et conserves de fruits* ont mieux résisté : - 0,5 % sur un an (en brut) après deux trimestres de hausse.

Malgré le fléchissement conjoint de la production et des prix à la production, le chiffre d'affaires de l'ensemble des *produits à base de fruits et légumes* a de nouveau augmenté (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

Pour le septième trimestre consécutif, le déficit commercial des *produits à base de fruits et légumes* s'est creusé en valeur au 2^e trimestre 2016 (+ 12 % sur un an), mais à un rythme moins prononcé qu'au trimestre précédent (+ 17 % entre les 1^{ers} trimestres 2015 et 2016). Cette nouvelle dégradation résulte de la hausse des importations des diverses catégories de produits (*jus de fruits et légumes (+ 10 %), autres préparations et conserves à base de fruits et légumes (+ 5 %), préparations et conserves à base de pomme de terre (+ 6 %)*), les exportations étant restées stables sur la période. En volume, l'évolution est similaire : le déficit commercial s'est accru de 7,7 % sur un an sous l'effet d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations (resp. + 4,3 % et - 2,4 %).

La baisse des prix des produits du travail des grains et produits amylicés s'est accélérée sur un an

Au 2^e trimestre 2016, la production des *produits du travail des grains et produits amylicés* s'est contractée sur un an pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2014 (- 3 % en brut et - 5 % en CVS-CJO). Cette diminution s'explique par le recul de la production de *céréales transformées* (fabrication de céréales soufflées, grillées ou autrement transformées) et de *produits amylicés* (resp. - 4,7 % et - 5,8 % en brut). La production de *farine* a, pour sa part, très légèrement progressé (+ 0,3 % en brut). Dans le sillage de la diminution des cours des céréales, les prix à la production des

produits du travail des grains et produits amylicés ont poursuivi leur recul sur un an, prolongeant les baisses entamées fin 2013 (- 2,4 %). Pénalisés par le repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires s'est réduit pour le onzième trimestre consécutif.

Entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016, la dégradation en valeur de l'excédent commercial des *produits du travail des grains et produits amylicés* entamée début 2014 s'est accélérée (- 13 % sur un an). Elle résulte d'une progression des importations supérieure aux exportations (resp. + 10 % et + 1 %). En effet, la hausse des exportations de *produits amylicés* n'a que très peu compensé le recul des ventes de *produits du travail des grains*. En volume, l'excédent commercial s'est en revanche amélioré pour le troisième trimestre consécutif.

Le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales a de nouveau diminué sur un an

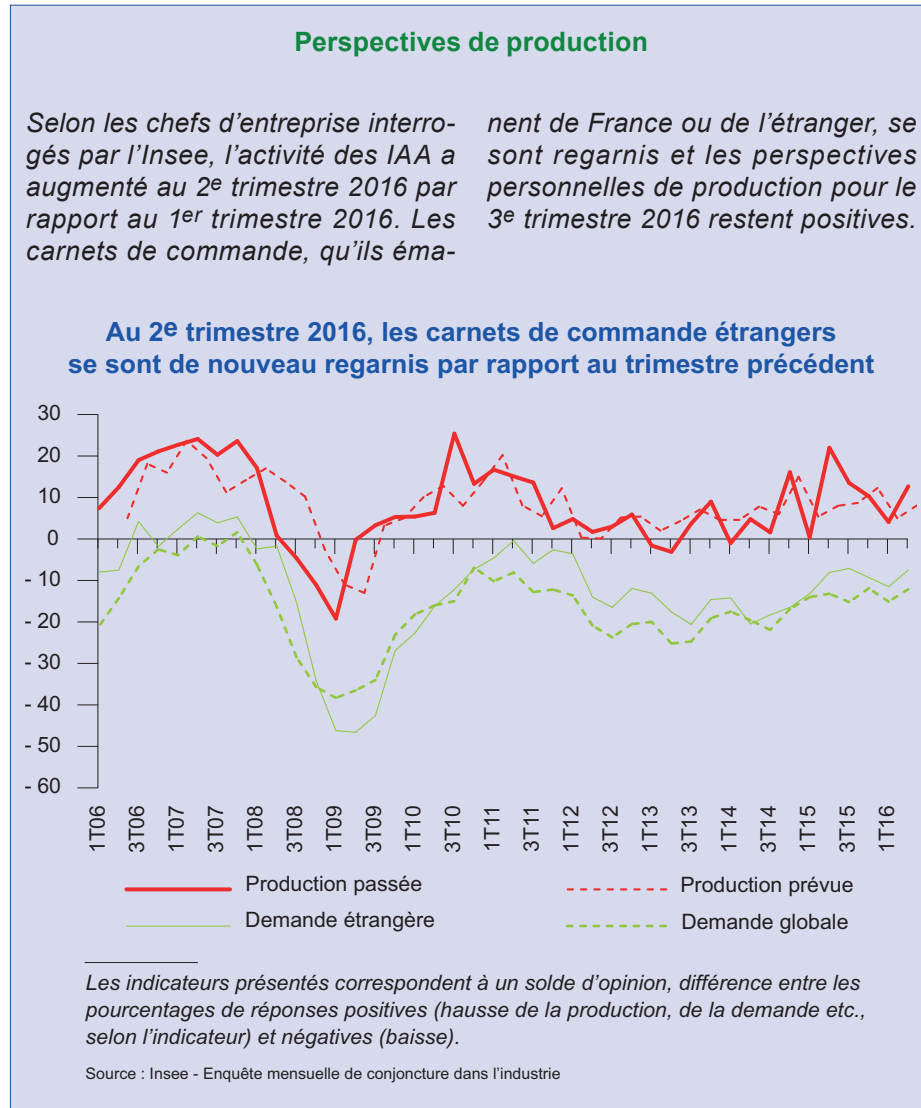
Au 2^e trimestre 2016, la production d'*huiles et graisses végétales et animales* s'est repliée pour le 3^e trimestre consécutif (- 2,4 % sur un an en brut et - 1,2 % en CVS-CJO). Ce recul est toutefois moins prononcé qu'au 1^{er} trimestre 2016. Comme en début d'année, il s'explique par la diminution de la trituration de graines de tournesol en lien avec de la baisse de la production nationale (- 25 % entre les campagnes 2014/2015 et 2015/2016). Les prix ont également poursuivi leur repli (- 3,4 % sur un an), prolongeant la baisse entamée fin 2013 et conduisant à une baisse du chiffre d'affaires après une courte stabilisation sur un an au 1^{er} trimestre 2016.

Entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016, le déficit commercial des *huiles et graisses végétales et animales* a reculé en valeur pour le deuxième trimestre consécutif (- 6 %). Cette amélioration s'explique par la baisse des importations couplée à l'augmentation des exportations (resp. - 2 % et + 7 %). Elle résulte uniquement d'un effet prix, le déficit s'étant de nouveau détérioré en volume après une brève amélioration au 1^{er} trimestre 2016.

L'excédent commercial des autres produits alimentaires s'est une nouvelle fois fortement réduit sur un an

Contrairement à la plupart des autres productions, les fabrications des autres produits alimentaires ont augmenté au 2^e trimestre 2016 (+ 3,1 % sur un an en brut et + 0,5 % en CVS-CJO), prolongeant les hausses observées depuis le 2^e trimestre 2015. Deuxième poste le plus important, après les viandes, dans la production des IAA (23,5 %), il a été dynamisé par la hausse des fabrications des autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupe, ovo-produits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...), et dans une moindre mesure par l'augmentation des productions de cacao, chocolat et produits de confiserie et de sucre (y compris mélasse). Elle a en revanche été freinée par la poursuite du recul des productions de café et thé transformés et de plats préparés. Les fabrications d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques ont, pour leur part, légèrement progressé (+ 0,9 % en brut), après deux trimestres en hausse relativement forte. Au 2^e trimestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie (+ 2,4 % sur un an) grâce à la hausse de la production, les prix à la production ayant diminué sur la période (- 0,9 %).

L'excédent commercial en valeur des autres produits alimentaires s'est significativement contracté sur un an au 2^e trimestre 2016, pour le troisième trimestre consécutif. Malgré la hausse de la production, les importations ont fortement augmenté (+ 6 %), aussi bien depuis l'Union européenne que les pays tiers. Les exportations



ont elles aussi progressé, mais de manière beaucoup moins marquée (+ 1 %). Tous les produits sont concernés par la hausse des échanges à l'exception du sucre, dont les achats et les ventes à l'étranger ont respectivement diminué de 8 %. En volume, l'excédent commercial s'est également réduit sur

un an sous l'effet de la baisse des exportations, principalement de sucre (- 11,8 %), et de l'augmentation des importations, notamment de condiments et assaisonnements et d'autres produits alimentaires non classés ailleurs (resp. + 6,2 % et + 7 %).

Léger recul de la production des IAA entre les 2^{es} trimestres 2015 et 2016

	Poids dans la production	2 ^e trimestre 2016/2 ^e trimestre 2015 (%)						2 ^e trimestre 2016	2 ^e trimestre 2015
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut	Brut	Brut	Brut	Brut
Produits des industries alimentaires	86,6	- 0,3	- 2,3	- 1,8	0,1	- 0,8	1,3	- 1 103	- 939
Viande et produits à base de viande	30,1	- 0,1	- 2,7	0,0	- 1,4	- 4,3	- 8,8	- 254	- 334
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,7	- 0,3	2,5	6,3	11,9	0,1	- 744	- 765
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 5,4	- 6,6	- 2,9	2,8	- 0,1	6,9	- 733	- 653
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 2,4	- 1,2	- 3,4	- 3,0	6,7	- 1,8	- 564	- 599
Produits laitiers	16,5	- 0,2	- 1,5	- 4,5	- 2,3	- 6,3	- 4,4	747	815
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 2,9	- 5,0	- 2,4	- 1,8	0,6	10,0	237	272
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 3,0	- 4,3	- 0,6	3,6	13,2	7,5	- 109	- 123
Autres produits alimentaires	23,5	3,1	0,5	- 0,9	2,4	1,2	6,4	52	145
Aliments pour animaux	6,7	- 3,8	- 6,0	- 5,4	- 3,8	- 5,1	5,4	264	303
Boissons*	13,4	- 2,1	- 3,6	1,4	- 0,3	- 0,3	3,0	2 693	2 731
IAA hors tabac	100,0	- 0,5	- 2,5	- 1,3	0,1	- 0,7	1,1	1 620	1 793

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires. En revanche, ces produits sont pris en compte dans le calcul du solde commercial.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Poids dans la production	1 ^{er} trimestre 2016/1 ^{er} trimestre 2015 (%)						1 ^{er} trimestre 2016	1 ^{er} trimestre 2015
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut	Brut	Brut	Brut	Brut
Produits des industries alimentaires	86,6	0,8	0,5	- 1,1	1,9	- 1,3	1,1	- 880	- 703
Viande et produits à base de viande	30,1	1,8	2,3	0,4	0,1	- 3,6	- 7,7	- 217	- 284
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	6,1	4,3	3,2	13,2	- 1,6	7,0	- 672	- 610
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 0,5	- 1,7	- 3,3	4,1	- 5,3	6,6	- 678	- 580
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 5,0	- 6,4	- 1,8	0,2	10,9	- 1,7	- 549	- 595
Produits laitiers	16,5	2,8	1,5	- 3,7	- 2,0	- 7,2	- 3,9	805	895
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	0,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	4,6	3,9	264	250
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 2,6	- 4,2	- 0,8	7,2	7,5	1,6	- 114	- 134
Autres produits alimentaires	23,5	0,9	1,4	0,5	4,4	1,1	3,7	2	50
Aliments pour animaux	6,7	- 3,5	- 4,1	- 2,5	- 2,1	- 2,8	5,2	278	305
Boissons*	13,4	- 1,0	- 0,2	1,6	2,5	3,7	10,1	2 405	2 362
IAA hors tabac	100	0,8	0,4	- 0,6	1,6	0,2	1,9	1 525	1 659

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires. En revanche, ces produits sont pris en compte dans le calcul du solde commercial.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Poids dans la production	Année 2015/Année 2014 (%)						2015	2016
		Production		Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
		%	Brut	CVS-CJO	Brut	Brut	Brut	Brut	Brut
Produits des industries alimentaires	86,6	0,9	0,7	- 1,9	- 0,3	0,4	1,8	- 3 237	- 2 776
Viande et produits à base de viande	30,1	0,5	0,3	- 1,9	- 0,1	- 0,5	- 3,9	- 944	- 1 142
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,2	1,2	0,2	2,7	11,0	4,7	- 2 910	- 2 827
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 4,7	- 4,1	- 2,2	2,3	- 3,2	2,1	- 2 512	- 2 355
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	2,3	2,3	- 0,5	- 4,7	4,8	4,7	- 2 414	- 2 307
Produits laitiers	16,5	- 0,3	- 0,9	- 2,9	- 3,7	- 7,0	- 9,7	3 343	3 491
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	3,0	0,7	- 3,9	- 1,8	- 0,7	3,6	1 047	1 121
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	3,8	3,9	- 0,7	1,7	4,8	8,1	- 493	- 406
Autres produits alimentaires	23,5	2,8	2,8	- 2,0	1,9	3,9	5,5	349	447
Aliments pour animaux	6,7	- 0,6	- 1,0	- 2,8	- 1,5	9,7	12,5	1 296	1 202
Boissons*	13,4	4,1	3,4	0,6	2,2	8,0	5,0	11 378	10 453
IAA hors tabac	100	1,5	1,3	- 1,5	0,0	2,8	2,1	8 141	7 677

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires. En revanche, ces produits sont pris en compte dans le calcul du solde commercial.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

IAA 2014 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante et grandissante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large - industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie - comptaient près de 88 000 unités légales en 2014 (+ 2,4 % par rapport à 2013) et employaient 693 600 salariés en équivalent-temps-plein hors intérim (+ 2,2 %) (chiffres arrêtés le 10 août 2016). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial) comptaient 17 600 unités, en progression de 8,8 % par rapport à 2013, et 418 000 salariés au 31 décembre 2014 (- 3,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe une place importante et grandissante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et

40 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 37 % et 38 % en 2013). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 14 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2014

Secteur d'activité (Naf rev.2.)	Unités légales	Salariés		Chiffre d'affaires HT		Valeur ajoutée (2) million d'euros
		ETP (1)	Au 31 décembre	Total	dont à l'exportation	
		nombre		million d'euros	%	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	87 957	693 640	780 921	359 729	18,9	52 979
Industries agroalimentaires	17 647	382 284	418 332	171 465	21,1	33 849
Industries alimentaires	14 595	339 856	368 675	143 756	19,6	26 440
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 284	100 466	107 945	34 575	9,7	6 016
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	327	10 954	12 480	3 512	8,7	640
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 397	21 063	22 381	7 158	20,1	1 559
Fab. huile et graisse végétale & animale	277	3 280	3 523	7 699	34,6	482
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	59 847	31 869	24,0	4 820
Travail des grains ; fabrication prod. amylacés	425	13 335	14 359	7 231	42,5	1 370
Fabrication prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 932	43 770	48 305	11 866	15,3	3 429
Fabrication autres produits alimentaires	5 248	73 892	81 168	26 426	21,3	6 348
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	18 667	13 420	16,7	1 776
Fabrication de boissons	3 051	42 429	49 657	27 710	29,2	7 409
Commerce de gros de produits agroalimentaires	25 733	168 654	187 840	175 183	18,0	13 509
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	6 047	39 733	43 153	63 048	20,1	3 322
Com. gros prod. alim. & boissons	19 686	128 921	144 687	112 135	16,9	10 187
Artisanat commercial	44 578	142 701	174 748	13 081	0,6	5 619
Charcuterie	5 141	11 006	13 234	1 453	0,5	423
Cuisson de produits de boulangerie	3 326	7 178	8 945	730	0,5	126
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 438	111 587	136 617	9 741	0,4	4 566
Pâtisserie	4 673	12 931	15 952	1 158	2,3	504

1. En équivalent-temps-plein

2. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : Industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2014, traitements SSP - Agrégats au 10 août 2016

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :
<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche. Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.
- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :**
Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.
http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf
- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Elaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) » pour des séries longues : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/article/bulletin-mensuel-8485>
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 1^{er} trimestre 2016, la production en volume des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2015 » Synthèses n° 2016/292, juillet 2016
- « En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2^e année consécutive » Synthèses n° 2016/286, mai 2016
- « Au 3^e trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an » Synthèses n° 2015/280, février 2016
- « Au 2^e trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 2^e trimestre 2014 » Synthèses n° 2015/277, octobre 2015
- « Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014 » Synthèses n° 2015/273, juillet 2015

Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », Agreste primeur n° 338, septembre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n° 330, novembre 2015
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires en 2013 », Agreste primeur n° 318, novembre 2014

Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
StatCan : Statistique Canada
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée

AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice en chef : Annie Delort

Composition : SSP Beauvais

Dépot légal : À parution

© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Références des synthèses

Synthèses

En 2016, une récolte céréalière française historiquement faible conjuguée à des prix déprimés
Grandes cultures

5 O. Satger

Après un début de campagne difficile, des conditions estivales favorables dans l'ensemble à la production et à la commercialisation des légumes d'été
Légumes d'été

13 F. Kane

En 2015, la production française d'œufs de consommation s'est maintenue à un niveau élevé
Aviculture

19 C. Pendariès

Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an
IAA

27 M. Kuhn-Le Braz

Organismes et abréviations

39

Pour en savoir plus

41

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 9/11, octobre 2016

Animaux de boucherie - Ovins, n° 9/11, octobre 2016

Animaux de boucherie - Porcins, n° 9/11, octobre 2016

Animaux de boucherie - Bovins, enquête cheptel mai 2016, n° 2/2, octobre 2016

Animaux de boucherie - Porcins, enquête cheptel mai 2016, n° 2/2, octobre 2016

Aviculture, n° 10/11, novembre 2016

Carotte, n° 3/6, octobre 2016

Chicorée, n° 2/6, octobre 2016

Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2016

Climatologie, n° 11/12, novembre 2016

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 11/12, novembre 2016

Concombre, n° 4/5, septembre 2016

Courgette, n° 3/4, septembre 2016

Coûts de production, n° 9/10, octobre 2016

Endive, n° 1/6, octobre 2016

Grandes cultures et fourrages, n° 9/10, novembre 2016

Lait, n° 9/11, octobre 2016

Laitue, n° 2/6, octobre 2016

Melon, n° 5/5, octobre 2016

Pêche, n° 5/5, septembre 2016

Poireau, n° 2/5, septembre 2016

Poire, n° 4/4, novembre 2016

Pomme, n° 6/6, novembre 2016

Prairies, n° 7/7, octobre 2016

Prix agricoles et alimentaires, n° 9/10, octobre 2016

Stocks Pommes-Poires, n° 1/6, octobre 2016

Tomate, n° 5/6, septembre 2016

Viticulture, n° 4/4, novembre 2016

M.A. Lapuyade

M.A. Lapuyade

C. Pendariès

M.A. Lapuyade, E. Mathieu

C. Pendariès

C. Pendariès

S. Bernadet

S. Bernadet

S. Bernadet

M. Le Turdu

T. Champagnol

S. Bernadet

S. Bernadet

M. Kuhn-Le Braz, A. Lavergne

S. Bernadet

O. Satger

S. Cazeneuve

S. Bernadet

S. Bernadet

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

S. Bernadet

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

L. Grassart

A. Delort

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

S. Bernadet

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 4 - novembre 2016

Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général*

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
